

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1993-1994**

16 MARS 1994

**Projet de loi relative à l'utilisation de
militaires en dehors des forces ar-
mées**

**RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE LA DEFENSE
PAR M. BORREMANS**

I. EXPOSE DU MINISTRE

Les objectifs du plan de restructuration des forces armées ainsi que les moyens financiers mis à disposition du Département de la Défense nationale impliquent d'atteindre un effectif de 40 000 militaires en 1997.

Il n'est pas possible d'arriver à ce nombre en comptant seulement sur les dégagements naturels. En effet, les mises à la pension par limite d'âge font apparaître un surplus de l'ordre de 700 officiers et de 3 200 sous-officiers en fin de période. La dernière adaptation des

Ont participé aux travaux de la commission:

1. Membres effectifs: MM. Pecriaux, président, De Wulf, Eeman, Gevenois, L. Kelchtermans, Kenzeler, Mairesse, Marchal, Ottenbourg, Scharff, Timmermans, Mmes Tyberghien-Vandenbussche, Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Van Hooland, Van Wambeke, Vermeiren et Borremans, rapporteur.

2. Membres suppléants: MM. De Meyer, Desutter et Mme Lieten-Croes

R. A 16483*Voir:***Document du Sénat:**

961-1 (1993-1994) Projet de loi

BELGISCHE SENAAAT**ZITTING 1993-1994**

16 MAART 1994

**Ontwerp van wet betreffende de bezi-
ging van militairen buiten de krijgs-
macht**

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE DEFENSIE
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER BORREMANS**

I. UITEENZETTING VAN DE MINISTER

Zowel de doelstellingen van het herstructureringsplan van de Krijgsmacht als de financiële middelen ter beschikking gesteld van het departement van Landsverdediging leggen ons op een getalsterkte van 40 000 militairen te bereiken tegen 1997.

Het is niet mogelijk dit cijfer te bereiken indien men zich enkel op de natuurlijke afvloeiingen baseert. Door de normale pensioneringen op leeftijdsgrens zullen er immers nog ongeveer 700 officieren en 3 200 onderofficieren overtallig blijven op het einde van de

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen

1. Vaste leden: de heren Pecriaux, voorzitter, De Wulf, Eeman, Gevenois, L. Kelchtermans, Kenzeler, Mairesse, Marchal, Ottenbourg, Scharff, Timmermans, de dames Tyberghien-Vandenbussche, Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Van Hooland, Van Wambeke, Vermeiren en Borremans, rapporteur.

2. Plaatsvervangers: de heren De Meyer, Desutter en mevrouw Lieten-Croes

R. A 16483*Zie:***Gedr. St. van de Senaat:**

961-1 (1993-1994) Ontwerp van wet

lois sur les pensions ayant drastiquement limité les possibilités de cumul de revenus en cas de pension sur demande mais aussi la crise économique qui touche le pays, font que les départs volontaires ont tendance à diminuer.

Il conviendra donc de prendre des mesures positives pour favoriser le dégageement.

Le Ministre désire placer ces mesures dans les limites suivantes :

— Pas de dégageement forcé: il n'est pas question de donner « un préavis » à ces agents statutaires de l'Etat que sont les militaires.

— Pas de mesures ressemblant à du chômage institutionnalisé qui permettrait, alors que de nombreux besoins de société ne sont pas couverts, de payer des militaires à ne rien faire; cela n'est pas correct du point de vue social.

— Pas d'augmentation du budget des pensions par un recours systématique à un système équivalent à la prépension; une telle mesure n'est pas non plus correcte.

— Pas d'arrêt brutal du recrutement qui poserait, à court terme, des problèmes graves à la pyramide des âges au sein des forces armées.

Le Ministre affirme clairement qu'il ne choisit pas une solution facile.

Différentes hypothèses ont été proposées par l'état-major général, dont aucune ne rencontrait les objectifs du ministre, et qui, bien plus, auraient entraîné un important surcoût au niveau du département de la Défense nationale. Le Ministre veut parler ici de primes de départ et des traitements payés à 90 p.c. pour être maintenu à domicile.

Il a semblé au ministre nettement plus responsable, malgré les difficultés que ce « challenge » peut comporter, d'essayer, par la mise à disposition d'une main d'œuvre qualifiée et par un partage équitable de son coût, de rencontrer les besoins de la société qui, justement à cause du prix très élevé du personnel, ne sont pas couverts.

Le présent projet de loi a cette ambition.

Il vise à mettre à disposition, au sein d'organismes dépendant du secteur public dans son sens large ainsi qu'au sein d'institutions d'intérêt général, des militaires devenus excédentaires et d'établir les modalités de partage des coûts salariaux.

Il s'agit ici de militaires à moins de 5 ans de leur pension (sauf décision contraire du Conseil des ministres), auxquels un maximum de droits liés au maintien de leur statut de militaires serait garanti (âge et

période. De laatste wijzigingen aangaande de pensioenwetgeving, die de cumulatie van inkomsten in geval van pensioen op aanvraag sterk beperken, maar ook de economische crisis die ons land ondergaat, zullen het aantal vrijwillige vertrekken sterk beperken.

Daarom zullen maatregelen moeten worden genomen om de afvloeiingen aan te moedigen.

De Minister wil deze maatregelen begrenzen door middel van de volgende regels:

— Ontslagen mogen niet opgelegd worden: er is geen sprake van opzegging voor de statutaire beampten die onze militairen zijn.

— Geen maatregelen die lijken op een soort van geïnstitutionaliseerde werkloosheid, waardoor de militairen betaald zouden worden om niets te doen, terwijl aan verscheidene maatschappelijke behoeften niet voldaan wordt; dit is maatschappelijk niet correct.

— Geen verhoging in het pensioenbudget door systematisch terug te vallen op een systeem dat evenwaardig is aan het brugpensioen; dergelijke maatregel is ook niet correct.

— Geen plotse wervingsstop, die na korte tijd grote problemen zou doen rijzen voor de leeftijds-piramide bij de Krijgsmacht.

De Minister stelt duidelijk dat hij geen gemakkelijke oplossing kiest.

De Generale Staf heeft verschillende voorstellen gedaan waarvan geen enkele aan de eisen van de minister voldeed en die bovendien een grote meerkost zouden veroorzaken voor het departement Landsverdediging. De minister van Landsverdediging heeft het over vertrekpremies en over het doorbetalen van militairen van 90 pct. van de wedde om thuis te blijven.

Het lijkt hem beter om, ondanks de moeilijkheden die bij deze uitdaging kunnen ontstaan, te proberen aan de maatschappelijke behoeften, waaraan door de hoge personeelskosten niet voldaan is, te voldoen door middel van gekwalificeerde werkrachten en een billijke kostendeling.

Dat is het doel van dit wetsontwerp.

Het beoogt overtallige militairen ter beschikking te stellen van organisaties die afhangen van de publieke sector (in de ruime betekenis van het woord) en van organisaties van algemeen belang, en wil regelingen voor de loonkostendeling vastleggen.

Het betreft hier militairen die op minder dan vijf jaar van hun pensioen zijn (tenzij anders beslist wordt door de Ministerraad), aan wie zoveel mogelijk rechten worden verzekerd die verbonden zijn aan hun

montant de la pension, niveau de rémunération) et pour l'occupation desquels la Défense nationale interviendrait à concurrence de 50 p.c. des coûts.

Le maintien d'un certain nombre d'avantages liés au statut, de même que la stabilité géographique inhérente à ces nouvelles fonctions, permettent de rendre cette mise à disposition attractive. Il n'en demeure pas moins vrai que pour rendre harmonieuse la cohabitation avec l'organisme «hôte», un certain nombre d'adaptations seront nécessaires: rapports hiérarchiques avec le nouvel employeur, règlement des congés, discipline, irréversibilité du passage...

Les droits et les devoirs du militaire étant réglés par la loi, ce statut doit également faire l'objet d'une loi. Il en va de même pour le partage des responsabilités financières (50/50).

Le ministre attire également l'attention sur différents points qui ont posé problème au Conseil d'Etat. Ils concernent le caractère hybride du statut élaboré, l'absence de concertation avec les instances régionales et communautaires, et la non-applicabilité de la solution proposée en cas de mise à disposition dans des institutions ne faisant pas partie des services publics.

Le statut envisagé n'est pas trop compliqué et n'entraîne à nos yeux pas d'insécurité juridique pour les militaires. Il faut souligner qu'il s'agit d'un statut d'extinction dans lequel les droits fondamentaux des militaires seront conservés. Afin de rendre la cohabitation possible avec le nouvel employeur, il va de soi que les militaires occupés dans son service devront se soumettre aux règles propres à leur nouvel emploi. Le statut élaboré ici évite aux militaires d'être soit victimes soit avantagés par la situation.

Après avoir largement consulté les régions et les communautés à propos de la philosophie du projet, le ministre n'a pas jugé utile de soumettre l'avant-projet de loi à un protocole de coopération avec ces instances, celui-ci lui semblant implicite dans la mesure où l'instance régionale aurait, sans aucune pression de sa part, fait la demande de pouvoir bénéficier de mise à disposition de militaires. Le Conseil des ministres nous a demandé d'introduire ce point lors d'un Comité de concertation Gouvernement fédéral - instances régionales et communautaires, ce qui fut fait. Dans la discussion des articles, le ministre introduira un amendement du Gouvernement qui tient compte de cette recommandation.

En ce qui concerne l'utilisation de militaires dans des organismes ne ressortant pas des services publics, il ne voit pas de difficulté particulière. Le statut sera suffisamment précis pour faire l'objet d'un contrat avec n'importe quel type d'employeur. Il est évident que la mise à disposition de militaires dans des organisations non gouvernementales ne pourra se faire que moyennant l'accord du ministre de tutelle, mais le

militair statuut (leeftijd en bedrag van het pensioen, vergoedingsniveau) en daaraan zou Landsverdediging bijdragen voor 50 pct. van de kosten.

Het behoud van een aantal voordelen verbonden aan het statuut maar ook de geografische stabiliteit van deze functies kunnen deze terbeschikkingstelling aantrekkelijk maken. Het is echter ook zo dat om de samenspraak met de «gast»-instelling zo harmonieus mogelijk te maken, een aantal aanpassingen nodig zullen zijn: hiërarchische verhouding tot de nieuwe werkgever, verlofregeling, discipline, onomkeerbaarheid van de overgang ...

Het statuut, waarin de rechten en plichten van de militair door de wet bepaald zijn, moet ook wettelijk geregeld worden. Hetzelfde geldt voor de verdeling van de financiële aansprakelijkheid (50/50).

De Minister vestigt ook de aandacht op de verschillende punten die een probleem vormden voor de Raad van State. Het betreft het hybride karakter van het voorgelegde statuut, het gebrek aan overleg met de gewestelijke en de gemeenschapsinstellingen en de niet-toepasselijkheid van de voorgestelde oplossing in geval van beziging in instellingen die geen deel uitmaken van de openbare sector.

Het voorgestelde statuut is niet te ingewikkeld en brengt voor de militairen geen rechtsonzekerheid mee. We moeten onderstrepen dat dit een uitdovend statuut is waarin de fundamentele rechten van de militairen gewaarborgd worden. Om de samenwerking met de nieuwe werkgever mogelijk te maken, spreekt het vanzelf dat de betrokken militairen zich in hun nieuwe baan aan de bestaande regels, moeten aanpassen. Het voorgestelde statuut heeft ook als doel te vermijden dat een militair ofwel het slachtoffer wordt ofwel te veel profiteert van de toestand.

Na de Gewesten en de Gemeenschappen uitvoerig te hebben geraadpleegd over de filosofie van het voorstel, heeft de Minister het niet meer nuttig geacht een formeel samenwerkingsakkoord met deze instanties te sluiten. Hij dacht dat zulk akkoord impliciet zou bestaan op het ogenblik dat een gewestelijke of gemeenschapsinstelling zonder druk van de Minister een beroep zou doen op militairen. De Minister-raad heeft ons gevraagd dat punt in het Overlegcomité te bespreken. In de artikelsgewijze bespreking zal de Minister een regeringsamendement indienen dat rekening houdt met het bereikte akkoord.

Wat betreft de beziging van militairen in niet-gouvernementele organisaties, is er geen probleem. Het statuut is nauwkeurig genoeg en zal leiden tot contracten met verschillende types van werkgevers. Het spreekt vanzelf dat de tewerkstelling van militairen in niet-gouvernementele organisaties onderworpen wordt aan de toestemming van de Minister belast met deze organisaties. De Minister zou het jammer

ministre trouverait dommage de priver la Croix-Rouge de brancardiers ou de conducteurs d'ambulance, Médecins sans Frontières de pilotes ou de logisticiens de qualité.

Il estime personnellement que le projet de loi en discussion est très important sur le plan social, parce qu'il met au travail des personnes qui sont encore suffisamment jeunes pour rendre des services à la collectivité, plutôt que de les maintenir à la maison.

II. DISCUSSION GENERALE

Suite à la remarque d'un membre concernant l'emploi du terme « *beziging* », dans l'intitulé néerlandais du projet, qu'il ne trouvait pas approprié, le ministre déclare ce qui suit.

1. Selon le « *Groot Woordenboek der Nederlandse Taal* », de van Dale, p. 336, « *bezigen* » signifie, lorsqu'il s'agit d'une personne, « utiliser les services de » (exemple: « *hij werd op dit gezantschap gebezigd* »).

La définition donnée dans le van Dale correspond donc parfaitement à l'objet du projet de loi.

2. Selon le « *Groot Woordenboek Nederlands-Frans* » de van Dale, p. 169, « *bezigen* » doit se traduire dans ce cas par « utiliser ».

3. Les termes « *bezigen* » ou « *beziging* » ne sont pas des notions inconnues dans les textes légaux et réglementaires belges. On les retrouve notamment:

a) Dans l'arrêté royal du 7 décembre 1992 (*Moniteur belge* du 9 février 1993) « portant diverses mesures en faveur des agents des services extérieurs de l'Administration des douanes et accises dont l'emploi est supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur de 1993 », où il est question de « *beziging* » lorsque des agents des douanes font l'objet d'une affectation dans les autres administrations du ministère des Finances et dans les autres ministères et services publics, en ce compris les provinces et les communes.

b) Dans les textes relatifs à la mobilité des membres des forces armées, tels que, notamment, l'arrêté royal n° 26 du 29 juin 1967 relatif à la mobilité des membres des forces armées (*Moniteur belge* du 30 juin 1967).

c) Au chapitre II, relatif à la disponibilité dans certains services publics, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique (*Moniteur belge* du 14 août 1993).

vinden dat het niet toegelaten zou zijn in het Rode Kruis bekwame chauffeurs van ziekenwagen of ambulanciers, of bij Artsen Zonder Grenzen piloten of logistiekers, te werk te stellen.

Persoonlijk vindt hij het wetsontwerp maatschappelijk zeer belangrijk omdat wij mensen die nog jong genoeg zijn om diensten te bewijzen aan de gemeenschap, te werk stellen in plaats van ze thuis te houden.

II. ALGEMENE BESPREKING

In verband met de opmerking van een lid over het zijns inziens minder geslaagde gebruik van het woord « *beziging* » in het Nederlandse opschrift van het ontwerp verklaart de Minister het volgende:

1. Volgens het « *Groot Woordenboek der Nederlandse Taal* » van van Dale, blz. 336 betekent « *bezigen* », wanneer het gaat om een persoon, « de diensten gebruiken van » (b.v.: « *hij werd op dit gezantschap gebezigd* »).

De in van Dale gegeven definitie stemt derhalve volledig overeen met de doelstelling van het ontwerp van wet.

2. Volgens het « *Groot Woordenboek Nederlands-Frans* » van van Dale, blz. 169 is « *bezigen* » in dit geval te vertalen door « *utiliser* ».

De termen « *bezigen* » of « *beziging* » zijn geen onbekende begrippen in de Belgische wetten en verordeningen. Ze zijn onder meer terug te vinden:

a) In het koninklijk besluit van 7 december 1992 (*Belgisch Staatsblad* van 9 februari 1993) « houdende diverse maatregelen ten gunste van de ambtenaren van de buitendiensten van de Administratie van douane en accijnzen van wie de betrekking wordt afgeschaft ten gevolge van het tot stand komen van de interne markt in 1993 » waar er sprake is van « *beziging* » wanneer douanebeamten tewerkgesteld worden door de andere administraties van het Ministerie van Financiën en door de andere Ministeries en openbare diensten, met inbegrip van de provincies en de gemeenten.

b) In de teksten betreffende de mobiliteit der leden van de krijgsmacht zoals, onder meer, het koninklijk besluit nr. 26 van 29 juni 1967 betreffende de mobiliteit der leden van de krijgsmacht (*Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1967).

c) In het hoofdstuk II, betreffende de mobiliteit in sommige overheidsdiensten, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken (*Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 1993).

4. Conclusion

a) Les termes «*bezigen, beziging*» et «*utiliser, utilisation*» sont des notions bien connues et fréquemment employées dans les lois statutaires belges. Il ne serait dès lors pas opportun d'employer une terminologie différente dans le cas de nos militaires.

b) En outre, il est à noter que des termes qui, d'un point de vue purement théorique, pourraient s'appliquer, ne sont pas utilisables en l'occurrence pour la raison qu'ils ont une signification différente dans les statuts militaires. Tel est notamment le cas de :

1. la «*disponibilité*», qui désigne la position statutaire du militaire du cadre de réserve qui n'est pas en service (service actif ou non-activité), mais qui reste «*appelable*»;

2. la «*mise à disposition*» qui désigne la position du militaire qui est mis à la disposition d'une autre unité (cabinet ministériel, organisme international, etc.).

L'intervenant remercie le ministre pour ses explications. Il a lui-même fait des recherches et constate que, jusqu'à présent, personne n'a trouvé un meilleur terme. Il faudra donc s'en contenter.

D'une manière générale, ce projet, qui en est à sa troisième version, a pour but de créer la possibilité pour les militaires en surnombre de glisser vers la fonction publique ou des établissements d'utilité publique.

Il rappelle que son groupe a toujours été partisan d'une restructuration des forces armées, mais pas au point d'en arriver, comme vient de le déclarer le lieutenant-général Berhin, à ne plus disposer que d'une armée de papier.

L'ensemble des projets de loi que nous sommes en train de discuter a pour but le bon fonctionnement de l'armée. Nous créons une situation nouvelle qui va certainement poser beaucoup de problèmes qui ne seront pas simples à résoudre. Aussi nous devons être conscients de la nécessité d'une collaboration étroite entre l'état-major général, le ministre, le Parlement et les Commissions parlementaires.

Il faut aussi rester prudents lors de la discussion de certains articles afin d'éviter que l'inquiétude s'installe parmi les militaires.

Or, dans ce projet, certains militaires risqueront de se trouver dans des situations ambiguës, entre le statut de militaire et celui de fonctionnaire. A ce propos, l'intervenant compte déposer différents amendements.

Pour terminer, sans avoir la prétention d'être puriste, il fait remarquer que, du point de vue linguistique, le projet est rédigé dans un néerlandais très médiocre.

4. Besluit

a) De termen «*bezigen, beziging*» en «*utiliser, utilisation*» zijn veelvuldig gebruikte en goed gekende begrippen in de Belgische statutaire wetten. Het zou derhalve niet opportuun zijn een andere terminologie te gebruiken in het geval van onze militairen.

b) Bovendien moet worden opgemerkt dat termen die, zuiver theoretisch bekeken, toegepast zouden kunnen worden, in dit geval onbruikbaar zijn omdat zij in de militaire statuten een andere betekenis hebben. Dit is onder meer het geval van :

1. de «*disponibiliteit*» = statutaire stand van de militair van het reservekader die niet in dienst is (werkelijke dienst of non-activiteit) maar «*oproepbaar*» blijft

2. de «*terbeschikkingstelling*» = de stand van de militair die ter beschikking gesteld wordt van een andere overheid (ministerieel kabinet, internationale instelling, enz.).

Spreeker dankt de Minister voor zijn toelichting. Hij heeft zelf een en ander opgezocht en stelt vast dat niemand tot op heden een betere term gevonden heeft. Men zal dus genoegen moeten nemen met de term die in het ontwerp wordt gebruikt.

Dit ontwerp, waarvan nu de derde versie voorligt, heeft over het algemeen tot doel overtallige militairen in staat te stellen te werken voor de overheid of voor een instelling van openbaar nut.

Hij wijst erop dat zijn fractie steeds voorstander geweest is van een herstructurering van de strijdmacht doch heeft nooit de bedoeling gehad, zoals luitenant-generaal Berhin onlangs verklaarde, alleen nog een leger op papier over te houden.

Alle wetsontwerpen die wij op het ogenblik bespreken beogen de goede werking van het leger. Wij creëren een nieuwe toestand die ongetwijfeld heel wat problemen zal doen rijzen die niet eenvoudig op te lossen zijn. Wij moeten er ons dan ook van bewust zijn dat een nauwe samenwerking tussen de Generale staf, de Minister, het Parlement en de parlementencommissies onontbeerlijk is.

Ook moeten we voorzichtig blijven bij de bespreking van bepaalde artikelen teneinde te voorkomen dat de militairen al te ongerust zouden worden.

Door dit ontwerp dreigen bepaalde militairen echter een halfslachtig statuut te krijgen, ergens halfweg tussen het statuut van militair en dat van ambtenaar. In dit verband wil spreker verschillende amendementen indienen.

Zonder de indruk te willen wekken dat hij een taalpurist is, merkt het lid tot slot op dat het ontwerp vanuit taalkundig oogpunt in een zeer bedenkelijk Nederlands is opgesteld.

Le ministre comprend que l'on se pose des questions et admet que des problèmes existent. Globalement, il est convaincu que lorsqu'on aura supprimé certaines incertitudes juridiques, l'intervenant soutiendra le projet.

Un autre membre reconnaît que la mise en œuvre d'une telle restructuration est difficile. Il estime cependant que le présent projet sombre dans la facilité. Son groupe a l'impression qu'on y propose encore une fois de créer un nouveau sous-statut, comme il en prolifère, pour l'instant, dans le cadre du plan global.

Le Conseil d'Etat, lui-même, considère le statut des militaires comme un statut hybride, avis que partage l'intervenant.

En effet, le militaire qui travaillera dans un service public sera à la fois soumis au règlement militaire et à celui de son employeur.

Comment arrivera-t-on à harmoniser cette situation?

D'autre part, on va créer deux catégories de personnel dans l'administration publique. Celui qui sera soumis au règlement militaire ne deviendra-t-il pas taillable et corvéable à merci?

Il lui paraît difficile, comme l'a fait le ministre, de comparer cette situation avec celle du personnel des Douanes et Accises, qui dépend du ministre des Finances.

Son groupe a l'impression que cette utilisation des militaires en dehors des forces armées est instaurée au seul avantage du Gouvernement.

L'intervenant craint aussi que cela ne crée un risque pour l'emploi.

En effet, les entreprises publiques seront tentées d'engager uniquement des militaires, puisqu'ils y trouvent tant d'avantages. Aussi le recrutement du personnel civil risque-t-il d'être bloqué pour longtemps.

Le projet prévoit que les militaires pourront être engagés dans différents services publics, et notamment dans des intercommunales. Or, à côté des intercommunales pures, il y en a d'autres qui sont mixtes, comportant des intérêts privés.

Ces dernières sont-elles également concernées?

Le département a-t-il procédé à une évaluation des besoins des services publics en militaires et du nombre de militaires concernés?

L'intervenant craint aussi la militarisation de certains services publics.

De Minister begrijpt dat men zich vragen stelt en erkent dat er problemen zijn. Over het algemeen is hij ervan overtuigd dat spreker het ontwerp zal steunen zodra de rechtsonzekerheid in verband met bepaalde punten is weggewerkt.

Een ander lid erkent dat de praktische uitwerking van een dergelijke herstructurering moeilijk is. Hij is evenwel van mening dat dit ontwerp afglijdt naar gemakzucht. Zijn fractie heeft de indruk dat eens te meer een nieuw nepstatuut wordt voorgesteld, zoals dat de jongste tijd in het kader van het globaal plan de gewoonte is geworden.

Zelfs de Raad van State beschouwt het statuut van de militairen als een tweeslachtig statuut. Dat is ook de mening van spreker.

De militair die in een openbare dienst werkt, zal immers terzelfdertijd het militair reglement en de voorschriften van zijn werkgever in acht moeten nemen.

Hoe zal men die toestand kunnen harmoniseren?

Daarenboven zal men bij de overheid twee personeelscategorieën in het leven roepen. Zal het personeelslid dat het militaire reglement in acht moet nemen zich niet van alles moeten laten welgevalen?

Het lijkt hem moeilijk om, zoals de Minister doet, die toestand te vergelijken met die van het Douane- en Accijnzenpersoneel dat onder de Minister van Financiën ressorteert.

Zijn fractie heeft de indruk dat die beziging van militairen buiten de krijgsmacht enkel de Regering voordelen oplevert.

Spreker vreest ook dat zo iets risico's inhoudt voor de werkgelegenheid.

De overheidsbedrijven zullen immers geneigd zijn alleen militairen aan te werven aangezien dat voor hen zoveel voordelen biedt. De aanwerving van burgerpersoneel dreigt dan ook voor lange tijd stil te vallen.

Het ontwerp bepaalt dat de militairen kunnen worden tewerkgesteld in verschillende overheidsdiensten en in het bijzonder in de intercommunales. Naast de zuivere intercommunales bestaan er evenwel gemengde intercommunales waarin de privé-sector belangen heeft.

Is de wet ook van toepassing op die intercommunales?

Heeft het departement de behoeften van de openbare diensten aan militairen alsook het aantal betrokken militairen ingeschat?

Spreker vreest ook voor de militarisering van bepaalde overheidsdiensten.

En fait, il a l'impression que le Gouvernement a trouvé ici un système qui lui permet de rester sous le plafond des cent milliards, de résoudre le problème des dégagements et ainsi de ne pas toucher à certains investissements.

En conclusion, son groupe serait favorable à l'utilisation de militaires dans certains services publics, si elle est ponctuelle.

Mais ce n'est pas le cas. Il ne votera donc pas en faveur de ce projet.

Le ministre s'étonne qu'un tel groupe politique puisse se montrer aussi conservateur.

Alors qu'il est en train de démilitariser et d'essayer d'utiliser les capacités du personnel militaire dégagé au bénéfice de la société civile, qu'un parlementaire s'oppose à cette mesure relève d'un état d'esprit du XIX^e siècle.

Les remarques selon lesquelles ce système profite exclusivement au Gouvernement ne tiennent pas et il est au contraire important de ne pas dépasser le plafond des 100 milliards (que l'intervenant estime d'ailleurs encore trop élevé) et de permettre aux militaires en surplus de retrouver immédiatement une situation plutôt que de leur donner leur congé.

Que signifie cette division en bonnes et mauvaises intercommunales ?

Elles remplissent leur fonction, même si l'une ou l'autre peut encore être améliorée. Même si on n'y engage qu'un seul militaire, il ne faut pas écarter cette opportunité.

Toute solution sur base de l'utilisation des militaires dans des organismes publics sera un succès, car ce sera une économie pour l'Etat et un enrichissement pour la société.

Pourquoi parler de blocage du recrutement pour le personnel civil ? Rien ne dit de toute manière qu'on le recrutera encore comme par le passé.

L'intervenant est trop passéiste et trop peu progressiste. Il craint une militarisation de certains services publics. Peut-être sera-ce un avantage pour ces services que quelques militaires les rendent plus dynamiques ?

Le ministre pensait faire un projet social neuf. La société actuelle est en effet complexe et conservatrice. Il essaie de modifier cet état de choses par un ensemble de réglementations de bons sens.

Hij heeft eigenlijk de indruk dat de Regering een middel gevonden heeft dat haar in staat stelt onder de grens van honderd miljard te blijven, het probleem van de afvloeiingen op te lossen en niet te raken aan bepaalde investeringen.

Tot slot merkt hij op dat zijn fractie wel bereid zou zijn de beziging van militairen in sommige overheidsdiensten te steunen, als die specifiek is.

Dat is hier niet het geval. Hij zal dus niet voor het ontwerp stemmen.

De Minister verbaast er zich over dat die fractie zich zo behoudsgezind opstelt.

Terwijl hij bezig is met een demilitarisingsoperatie en probeert de capaciteiten van het vrijgekomen militaire personeel nuttig te gebruiken in de burgermaatschappij kant een parlementslid zich tegen die maatregel. Dat getuigt van een 19e-eeuwse mentaliteit.

De opmerkingen volgens welke dit systeem uitsluitend ten goede zou komen aan de Regering, houden geen steek en het is daarentegen wel belangrijk dat de grens van de 100 miljard niet wordt overschreden (een grens die volgens spreker daarenboven lager zou moeten liggen) en dat de overtallige militairen in staat worden gesteld onmiddellijk een baan te vinden in plaats van hen aan de deur te zetten.

Wat betekent die opsplitsing in goede en slechte intercommunales ?

Zij vervullen hun taak, ook al is die hier en daar voor verbetering vatbaar. Zelfs wanneer er maar een enkele militair wordt aangeworven, mag die gelegenheid niet worden gemist.

Elke oplossing waarbij militairen in overheidsinstellingen kunnen worden tewerkgesteld, zal een succes zijn want het betekent een besparing voor de Staat en een verrijking voor de samenleving.

Waarom spreken over het stilvallen van de aanwerving van burgerpersoneel ? Wie kan beweren dat voortaan nog zal worden aangeworven zoals in het verleden ?

Spreker kijkt te veel naar het verleden en is te weinig vooruitstrevend. Hij vreest voor een militarisering van sommige overheidsdiensten. Misschien zullen die diensten door de aanwezigheid van enkele militairen dynamischer worden !

De Minister dacht een nieuw sociaal ontwerp te maken. De huidige samenleving is immers complex en behoudsgezind. Hij poogt in die toestand verandering te brengen door een geheel van maatregelen die van gezond verstand getuigen.

Il y aura des difficultés, notamment à cause d'une série d'incertitudes. Mais on va essayer d'y remédier par une bonne législation et une information efficace.

L'intervenant réplique que ce n'est pas faire preuve de conservatisme que de vouloir garantir l'emploi, et notamment dans le secteur civil. Il s'agit d'un réel problème. Les membres de son groupe ont l'habitude d'être traités soit de conservateurs, soit d'extrémistes de gauche.

Ils défendent en tout cas l'emploi et le partage du temps de travail. L'intervenant pense que le projet du ministre met l'emploi en péril dans le secteur public.

Dans les intercommunales mixtes, c'est bien la réalité qu'il existe des intérêts privés à côté des intérêts publics. C'est pourquoi il estime légitime de savoir si ces intercommunales mixtes sont concernées par le projet.

L'intervenant est déçu de voir la façon dont le ministre réagit à ses propos.

Un autre membre approuve le ministre lorsqu'il souligne l'importance de ce projet dans le cadre de la restructuration des forces armées.

A propos des trois remarques fondamentales du Conseil d'Etat, il déclare ce qui suit.

Quant au caractère hybride de ce statut, la complexité est actuellement un des éléments naturels de notre société. Chaque fois qu'on a dû rencontrer des besoins nouveaux de cette société on a été confronté au conservatisme soit politique, soit syndical, soit corporatiste.

Chaque fois qu'on a voulu quitter le statut monolithique de la fonction publique pour mieux répondre à des besoins nouveaux de notre société, il a fallu combattre.

Quant à l'aide aux Régions et aux Communautés, dans l'Etat fédéral que nous avons voulu, c'est un élément fondamental. La coopération entre l'Etat fédéral, les Régions et les Communautés est la condition de l'existence et du fonctionnement de cet Etat fédéral. Il n'y a pas d'aspect coercitif. Il faut regarder l'aspect de coopération et non celui de l'autonomie égoïste.

La mise à la disposition des Communautés et des Régions d'agents de l'Etat fédéral renforce la solidarité fédérale.

Le Conseil d'Etat suggérerait d'aider les organisations non gouvernementales. Il est évident qu'avec ce projet le ministre a déjà répondu favorablement à cette suggestion.

Er zullen weliswaar moeilijkheden rijzen onder meer wegens een aantal onzekerheden, maar er zal geprobeerd worden dat te verhelpen door een goede wetgeving en een doeltreffende informatieverstrekking.

Spreeker antwoordt dat de werkgelegenheid willen waarborgen, in het bijzonder in de burgermaatschappij, niet getuigt van behoudsgezindheid. Het gaat hier om een reëel probleem. De leden van zijn fractie zijn het gewoon bestempeld te worden nu eens als behoudsgezinden dan weer als linkse extremisten.

Zij verdedigen in ieder geval de werkgelegenheid en de verdeling van de arbeidstijd. Spreeker is van oordeel dat het ontwerp van de Minister de werkgelegenheid in de overheidssector in gevaar brengt.

In de gemengde intercommunales is het zo dat er naast overheidsbelangen ook privé-belangen bestaan. Daarom is het van belang te weten of het ontwerp van toepassing is op de gemengde intercommunales.

Spreeker is ten zeerste ontgoocheld over de manier waarop de Minister op zijn woorden reageert.

Een ander lid is het eens met de Minister die het belang van dit ontwerp beklemtoont in het kader van de herstructurering van de strijdkrachten.

In verband met de drie fundamentele opmerkingen van de Raad van State verklaart hij het volgende.

Wat betreft het halfslachtig karakter van het statuut, merkt hij op dat de ingewikkeldheid vandaag de dag inherent is aan onze samenleving. Telkens als men de nieuwe noden van die samenleving heeft willen lenigen, werd men geconfronteerd met hetzij politiek, hetzij syndicaal, hetzij corporatistisch conservatisme.

Telkens als men afstand wou nemen van het monolithisch statuut van het overheidsambt om beter te kunnen inspelen op de nieuwe behoeften van onze samenleving, diende er strijd te worden geleverd.

In de federale Staat waarvoor wij gekozen hebben, is de hulp aan de Gewesten en aan de Gemeenschappen een fundamenteel gegeven. De samenwerking tussen de federale Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen is een *conditio sine qua non* voor het bestaan en de werking van die federale Staat. Er wordt geen dwang uitgeoefend. Het aspect samenwerking en niet het aspect egoïstische autonomie moet de doorslag geven.

Federale ambtenaren ter beschikking stellen van de Gemeenschappen en de Gewesten verstevigt de federale solidariteit.

De Raad van State heeft gesuggereerd de niet-gouvernementele organisaties te steunen. Het is duidelijk dat de Minister met dit ontwerp is ingegaan op die suggestie.

Cette orientation prolonge les actions humanitaires actuellement en cours à l'étranger.

L'intervenant regrette dans l'exposé des motifs (p. 6 du document), l'utilisation du mot « location », à propos de la mise à disposition de personnel militaire. Il estime ce terme heurtant.

Le ministre déclare qu'il n'aurait pu mieux défendre le projet que ne l'a fait l'intervenant et il l'en remercie.

Nous sommes, en effet, confrontés dans toute la Fonction publique à une certaine forme de conservatisme qu'il faut combattre. Le ministre voit aussi dans ce projet un moyen d'améliorer la coopération de l'Etat fédéral avec les régions, les communautés et les communes.

Un commissaire fait remarquer, une fois de plus, que, comme les précédents, le projet est rédigé dans un néerlandais très peu lisible.

Il marque son accord aux quatre critères établis par le ministre. Cependant après la lecture de ce projet, il éprouve quelques doutes.

Premièrement, on ne sait pas si le recrutement des militaires court terme sera un succès. De ce fait ne serait-il pas plus indiqué de coupler ces deux opérations, surtout en ce qui concerne les sous-officiers, et leur permettre de choisir éventuellement le système du court terme, plutôt que de les envoyer dans l'une ou l'autre administration civile?

Deuxièmement, il y a un autre élément qui lui pose problème, qu'on a d'ailleurs déjà évoqué. Le Gouvernement fédéral a décidé l'arrêt du recrutement, jusqu'à la fin de cette année pour les niveaux 1 et 2 et jusqu'à la fin 1996 pour les niveaux 3 et 4.

Cette mesure va empêcher beaucoup de jeunes de trouver un emploi pendant cette période, alors que, d'un autre côté, on donne une chance à des fonctionnaires qui coûteront beaucoup moins cher, d'entrer dans les administrations fédérales, régionales et communautaires.

Elle va certainement prolonger l'arrêt du recrutement, de sorte que les jeunes diplômés n'auront plus guère de chance d'être recrutés d'ici la fin de ce siècle.

De même, l'intervenant voit mal comment les communes et les C.P.A.S. vont pouvoir utiliser ce personnel, bien qu'il soit attrayant de ne payer que 50 p.c. de leur salaire.

On connaît l'exigence de leurs conditions de recrutement; de plus, les candidats locaux devront faire face à cette concurrence.

Door die keuze kunnen de humanitaire acties worden voortgezet die op het ogenblik in het buitenland ondernomen worden.

Spreker betreurt in de memorie van toelichting (blz. 6 van het gedrukt stuk), het gebruik van het woord « verhuring » in verband met de terbeschikkingstelling van militair personeel. Die term stuit hem tegen de borst.

De Minister verklaart dat hij het ontwerp niet beter had kunnen verdedigen dan spreker al gedaan heeft en hij dankt hem daarvoor.

Wij worden in heel het overheidsapparaat immers geconfronteerd met een vorm van conservatisme die bestreden moet worden. De Minister ziet in dit ontwerp ook een middel om de samenwerking tussen de federale Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen en de gemeenten te verbeteren.

Een commissielid merkt nogmaals op dat het ontwerp, zoals de voorgaande ontwerpen, opgesteld is in een moeilijk leesbaar Nederlands.

Hij betuigt zijn instemming met de vier criteria die door de Minister zijn vastgesteld. Na het lezen van dit ontwerp blijft hij evenwel met een aantal twijfels zitten.

Op de eerste plaats weet men niet of de rekrutering van de militairen korte termijn succesvol zal zijn. Zou het daarom niet beter zijn deze twee operaties aan elkaar te koppelen, vooral wat de onderofficieren betreft, en deze de mogelijkheid te bieden om voor het stelsel van de korte termijn te kiezen in plaats van hen naar een of ander burgerlijk bestuur te sturen?

Op de tweede plaats is er een ander element waarmee hij het moeilijk heeft en dat trouwens reeds aangehaald is. De federale Regering heeft tot een wervingsstop besloten, tot het einde van dit jaar voor de niveaus 1 en 2 en tot einde 1996 voor de niveaus 3 en 4.

Deze maatregel zal voor vele jongeren een hinderenis vormen om tijdens die periode een betrekking te vinden terwijl men aan de andere kant een kans geeft aan ambtenaren die veel minder zullen kosten, om opgenomen te worden in de diensten van de federale Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen.

Hierdoor zal de wervingsstop zeker nog verlengd worden, zodat jonge gediplomeerden nauwelijks nog een kans zullen krijgen om aangeworven te worden vóór het einde van deze eeuw.

Verder ziet spreker niet goed in hoe de gemeenten en de O.C.M.W.'s dit personeel kunnen gebruiken hoewel het aantrekkelijk is dat ze slechts 50 pct. van hun loon moeten betalen.

Men kent de wervingsvoorwaarden die daarbij gesteld worden; de plaatselijke gegadigden zullen bovendien moeten optornen tegen deze concurrentie.

D'autre part, il est évident que le personnel le plus qualifié restera à l'armée, ce qui est normal. On peut, dès lors, se poser des questions quant à la rentabilité de ceux qui vont choisir l'administration. Sans compter que les parachutages de personnel seront très mal perçus.

Il est vrai qu'on va se retrouver avec deux catégories de fonctionnaires.

En effet les fonctionnaires militaires auront l'avantage du choix géographique, en étant engagés le plus près possible de leur domicile, choix que les autres fonctionnaires n'ont pas. Ils auront, en outre, directement une fonction équivalente à leur grade.

Les deux catégories auront une sécurité sociale distincte, plus avantageuse pour les militaires.

Ceux-ci conserveront également divers avantages dont, notamment, un règlement spécifique des congés (au moins deux mois par an) et un congé de fin de carrière.

Tout cela va inévitablement provoquer des malaises et des rivalités au sein de l'administration.

Dans l'article 28, il est prévu qu'un arrêté royal déterminera la date à laquelle les articles 3 à 5 cesseront de produire leurs effets.

Ne pourrait-on plutôt indiquer une date précise, par exemple la fin de l'année 1997, qui marque la fin de la restructuration?

L'intervenant se demande, en outre, pourquoi ce projet n'est pas contresigné par le Ministre de la Fonction publique.

Malgré tout cela, l'intervenant accorde au Ministre le bénéfice du doute. Si ce dernier parvient à le convaincre du bien fondé de ce projet, il le suivra.

Le Ministre constate que l'intervenant fait, lui aussi, preuve d'une attitude très conservatrice.

En effet, les communes et les C.P.A.S. ont manifesté un grand intérêt pour sa proposition. Même certains services de police communale sont demandeurs.

L'intervenant s'étonne qu'on ait l'intention d'encore envoyer des militaires de cinquante ans à l'école de police.

Le Ministre répond que c'est inutile. On peut leur confier des tâches administratives, ce qui permettra de mettre plus d'agents de police dans les rues.

Un autre membre estime qu'il y a du vrai dans les deux points de vue.

Anderzijds is het duidelijk dat het best geschoolde personeel bij het leger zal blijven, wat niet meer dan normaal is. Men kan zich dan ook vragen stellen over de rentabiliteit van degenen die voor de overheidsdiensten zullen kiezen. Vergeten we ook niet dat dit parachuteren van personeel scheve blikken zal geven.

Het is duidelijk dat men met twee categorieën van ambtenaren te maken zal krijgen.

Door het feit dat zij zo dicht mogelijk bij hun woonplaats in dienst worden genomen, zullen de militaire ambtenaren immers het voordeel genieten dat zij de plaats van hun dienstbetrekking kunnen kiezen, een keuze die de andere ambtenaren niet hebben. Bovendien zullen zij onmiddellijk een functie krijgen die overeenstemt met hun graad.

De twee categorieën zullen een afzonderlijke sociale zekerheid hebben, die voordeliger is voor de militairen.

Deze laatsten zullen tevens verschillende voordelen behouden waaronder met name een specifieke verlofregeling (minstens twee maanden per jaar) en een verlof voor het einde van de loopbaan.

Dat zal onvermijdelijk leiden tot ongenoegen en rivaliteit binnen de overheidsdiensten.

In artikel 28 wordt bepaald dat de datum waarop de artikelen 3 tot 5 geen uitwerking meer zullen hebben bij koninklijk besluit wordt vastgesteld.

Zou het niet mogelijk zijn een precieze datum te vermelden voor het einde van de herstructurering, bijvoorbeeld eind 1997?

Spreker vraagt zich bovendien af waarom dit ontwerp niet medeondertekend is door de minister van Ambtenarenzaken.

Desondanks gunt spreker de Minister het voordeel van de twijfel. Indien de Minister erin slaagt hem te overtuigen van de gegrondheid van dit ontwerp, zal hij hem volgen.

De Minister stelt vast dat de spreker eveneens blijk geeft van een zeer conservatieve houding.

De gemeenten en de O.C.M.W.'s hebben immers heel wat belangstelling getoond voor zijn voorstel. Zelfs sommige gemeentelijke politiediensten zijn vragende partij.

Spreker stelt met verbazing vast dat men de bedoeling heeft militairen van 50 jaar nog naar de politie-school te sturen.

De Minister antwoordt dat zulks onnodig is. Men kan hun administratieve taken opdragen waardoor het mogelijk wordt meer politieagenten op straat in te zetten.

Een ander lid vindt dat er voor de twee opvattingen iets te zeggen valt.

Mais quand on sait combien il est déjà difficile normalement d'élargir le cadre des services de police communaux et que cela peut demander plusieurs années, il ne voit pas cette mesure s'appliquer très rapidement non plus. Des contacts ont-ils été pris à ce sujet avec les différents ministres concernés ?

Le ministre le confirme. Il est vrai qu'il faudra surmonter là aussi la léthargie administrative.

Les militaires s'adapteront à leur nouvelle situation sur le plan des congés.

Quant aux dispositions de l'article 28, elles sont en effet prévues pour réglementer ce régime transitoire auquel on mettra fin dès que le problème des dégagements sera résolu.

Si le projet n'est pas contresigné par le ministre de la Fonction publique, c'est parce qu'il s'agit d'un statut militaire spécifique.

Un membre constate qu'on a effectivement commencé à écrire un nouveau chapitre de notre histoire militaire avec, d'un côté le dégagement des militaires et la suspension du service militaire, et d'un autre côté le choix de la formation d'une armée moderne, qui, espérons-le ne sera pas de papier.

Dans ce but, il faut notamment conserver une pyramide en fonction de l'âge du personnel. C'est pour quoi le Ministre a décidé qu'il y avait sept cents officiers et trois mille deux cents sous-officiers excédentaires. Personnellement, l'intervenant a des doutes quant à ces chiffres.

Il aimerait qu'un tableau des dégagements par catégorie soit annexé au rapport.

Ces officiers et sous-officiers ont fait leurs études à l'Ecole militaire dans le but de poursuivre et terminer une carrière à l'armée.

Malheureusement, les circonstances actuelles ne le permettent pas pour un certain nombre d'entre eux. Il faudrait créer une sorte de bureau de travail intérimaire qui répartirait ces militaires dans les meilleures conditions et selon leurs qualifications dans les différentes administrations.

Un point positif est que les militaires qui prendront cette voie la choisiront librement. Mais il y a, d'une part, ceux qui se trouvent devant ce choix et qui se demandent si ce sera une réussite, et, d'autre part, ceux qui vont les engager et qui se demandent s'ils vont convenir à ces fonctions.

Lorsqu'on voit l'exemple de ce qui s'est passé dans l'administration des Douanes et Accises où on a fait preuve d'une grande souplesse dans la mise en œuvre

Als men nochtans weet hoe moeilijk het normalerwijze is om de personeelsformatie van de gemeentelijke politie uit te breiden en dat hiervoor verschillende jaren nodig zijn, ziet hij niet in hoe deze maatregel zeer snel toegepast kan worden. Is er dien-aangaande al contact opgenomen met de verschillende betrokken ministers ?

De Minister bevestigt dit. Weliswaar zal men ook daar de administratieve lethargie moeten overwinnen.

Wat de verlofregeling betreft zullen de militairen zich aanpassen aan hun nieuwe toestand.

Artikel 28 is immers bedoeld om een regeling mogelijk te maken voor deze overgangperiode, die een einde zal nemen zodra het probleem van de afvloeiingen opgelost zal zijn.

Het feit dat de minister van Ambtenarenzaken het ontwerp niet medeondertekend heeft, is verklaarbaar door het specifieke karakter van een militair statuut.

Een lid stelt vast dat men effectief begonnen is een nieuw hoofdstuk te schrijven in onze militaire geschiedenis met aan een kant de afvloeiing van militairen en de opschorting van de legerdienst en aan de andere kant de keuze voor de oprichting van een modern leger dat, laten wij hopen, geen papieren bestaan zal leiden.

Daarom moet men een piramide behouden op basis van de leeftijd van het personeel. De Minister heeft dan ook beslist dat 700 officieren en 3 200 onderofficieren overtallig waren. Persoonlijk heeft spreker zijn twijfels over deze cijfers.

Hij vraagt dat een tabel met de afvloeiingen per categorie bij het verslag gevoegd wordt.

Deze officieren en onderofficieren hebben aan de Koninklijke Militaire School gestudeerd om bij het leger een loopbaan voort te zetten en te beëindigen.

Bij de huidige stand van zaken kan dat jammer genoeg voor een aantal onder hen niet meer. Er zou een soort van uitzendkantoor moeten komen om deze militairen in de beste omstandigheden en volgens hun kwalificaties bij de verschillende openbare besturen onder te brengen.

Positief is dat de militairen die deze weg inslaan, daar ook vrijelijk voor zullen kiezen. Dat neemt niet weg dat er enerzijds diegenen zijn die voor de keuze staan en zich afvragen of het een succes wordt, en anderzijds diegenen die hen in dienst zullen nemen en zich afvragen of de militairen voor die functies geschikt zijn.

Indien men als voorbeeld neemt wat er bij het Bestuur Douane en Accijnzen is gebeurd, waar de uitvoering van die integratie heel soepel is verlopen, is

de cette intégration, il est tout à fait possible que les militaires affectés dans les administrations y feroient de l'excellent travail.

Pour qu'on puisse espérer réussir, il répète qu'il faut créer un bureau de répartition du personnel, ce qui suscitera un climat de confiance mutuelle.

L'intervenant souhaite que cette opération réussisse mais il conserve de sérieux doutes.

Le ministre déclare que les derniers chiffres des objectifs de dégagement du personnel, d'ici à la fin de 1997 sont les suivants:

- 581 officiers;
- 3 094 sous-officiers.

Le système actuel est en effet basé sur le volontariat.

L'insertion du personnel dans le service des Douanes et Accises se passe effectivement de mieux en mieux au fil du temps.

Il est tout à fait d'accord sur la nécessité de créer une cellule comportant un bureau de placement qui contribuera au bon déroulement de cette opération.

Un commissaire trouve ce système nécessaire et courageux. Il se rallie cependant à l'avis d'un précédent intervenant pour qu'on précise à l'article 28 à quelle date ces mesures cesseront d'avoir leur effet.

Ces quatre mille emplois doivent encore être créés. Il est évident que tout cela aura une répercussion sur le marché de l'emploi.

Les autres statuts prévus dans le plan global tiennent-ils compte de cette mesure?

A-t-on fait une étude sur les missions spécifiques qui pourront être confiées à des militaires dans toutes ces administrations?

Le fait que les administrations ne devront payer que 50 p.c. du salaire des militaires en utilisation est un avantage que n'offre aucun autre statut. En a-t-on aussi tenu compte?

L'intervenant considère qu'il s'agit d'un bon projet qu'il faut étudier avec attention, surtout en ce qui concerne le statut social, il est nécessaire de bien en préciser les différences et clarifier les situations ambiguës.

Le ministre confirme qu'il faut créer quatre mille emplois de nature temporaire. L'intervention de 50 p.c. du département dans le salaire du militaire en utilisation, n'est pas tellement exorbitante, puisqu'il revient beaucoup plus cher d'employer quelqu'un de plus âgé que quelqu'un de plus jeune.

het zeer goed mogelijk dat de militairen die bij de besturen worden opgenomen, daar ook uitstekend werk zullen leveren.

Om de slaagkans te vergroten, herhaalt spreker, dient er een soort arbeidsbureau gecreëerd te worden. Dat zal een sfeer van wederzijds vertrouwen tot stand brengen.

Spreker wenst dat dit alles een succes mag worden, doch hij heeft nog steeds ernstige twijfels.

De Minister deelt de jongste cijfergegevens mee over de afvloeiing tot einde 1997:

- 581 officieren;
- 3 094 onderofficieren.

De huidige regeling gaat immers uit van een vrijwillige toetreding.

Naarmate de tijd verstrijkt, verloopt de opname van het personeel in de diensten van Douane en Accijnzen kennelijk steeds vlotter.

De Minister is het volstrekt eens dat er een cel moet worden opgericht met een arbeidsbureau, dat bijdraagt tot de goede afwikkeling van dit initiatief.

Volgens een commissielid is deze regeling noodzakelijk en getuigt ze ook van moed. Hij is het wel eens met een vorige spreker om in artikel 28 te bepalen wanneer deze maatregelen geen uitwerking meer zullen hebben.

Die vierduizend banen moeten er nog komen. Dat zal uiteraard zijn weerslag hebben op de arbeidsmarkt.

Houden de andere statuten van het globaal plan rekening met deze maatregel?

Heeft men onderzocht welke specifieke opdrachten in al die besturen naar de militairen kunnen gaan?

Dat die besturen niet meer dan de helft van het loon van de gebezigde militairen moeten betalen, is een voordeel dat men bij geen enkel ander statuut vindt. Heeft men ook daar rekening mee gehouden?

Volgens spreker gaat het om een degelijk ontwerp dat de nodige aandacht verdient. Het komt er vooral op aan de verschilpunten van het sociaal statuut aan te geven en dubbelzinnige toestanden te verduidelijken.

De Minister bevestigt dat men vierduizend tijdelijke banen moet scheppen. Dat het departement de helft van het loon van de gebezigde militair betaalt valt niet eens zo duur uit. Het is immers veel duurder een oudere persoon aan het werk te zetten dan een jongere.

Un dernier intervenant attire l'attention sur ce qu'il croit être un effet pervers de la mesure permettant aux militaires de choisir un emploi se trouvant le plus près possible de leur domicile.

Certaines régions et sous-régions se plaignent d'être délaissées dans la relance du marché de l'emploi. Si elles sont loin des localisations militaires, elles ne pourront pas non plus bénéficier des possibilités de recrutement prévues dans ce projet.

Le ministre estime que cette mesure aura un effet contraire à celui que prévoit l'intervenant. Beaucoup de militaires préféreront sans doute rester dans leur région.

En conclusion de cette discussion, le ministre est conscient que des questions se posent, essentiellement sur ce qui constitue le caractère novateur des mesures proposées.

Il y a manifestement un consensus à l'égard des quatre critères de base. Il faut chercher des solutions offrant un maximum de possibilités.

Il est convaincu qu'on pourra arriver à résoudre positivement les quatre mille cas dans les quatre ou cinq ans à venir et fera tous les efforts nécessaires pour y parvenir.

Même si on n'y arrivait que pour deux mille cinq cents ou trois mille d'entre eux, ce seront déjà autant de situations résolues.

L'essentiel est d'avoir foi en ce projet.

III. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 2

M. Vermeiren dépose l'amendement suivant:

« Dans le texte proposé de l'article 2, insérer les mots « et les organisations syndicales » après les mots « les organismes ou institutions non gouvernementaux d'utilité publique. »

Justification

La loi organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire prévoit que des militaires peuvent être dispensés de

Een laatste spreker vestigt de aandacht op wat hij een averechts gevolg vindt van de maatregel die de militairen de mogelijkheid biedt een baan te kiezen zo dicht mogelijk bij hun woonplaats.

Sommige streken en substreken klagen erover dat het beleid gericht op het herstel van de werkgelegenheid hen in de steek laat. Indien zij ver verwijderd liggen van de militaire vestigingen, kunnen zij ook al niet in aanmerking komen voor de aanwervingen waarin dit ontwerp voorziet.

De Minister is echter van mening dat die maatregel gevolgen zal hebben die het tegenovergestelde zijn van wat spreker denkt. Veel militairen zullen ongetwijfeld verkiezen in hun streek te blijven.

Tot besluit van de bespreking verklaart de Minister dat hij er zich bewust van is dat er vragen rijzen, voornamelijk over het vernieuwend karakter van de voorgestelde maatregelen.

Er bestaat kennelijk een consensus over de vier basiscriteria. Er moet gezocht worden naar oplossingen die een maximaal aantal mogelijkheden bieden.

Hij is ervan overtuigd dat er tijdens de komende vier of vijf jaar voor de vierduizend gevallen een positieve oplossing zal kunnen worden gevonden en hij zal het nodige doen om dat doel te bereiken.

Zelfs al wordt slechts een oplossing gevonden voor tweeduizendvijfhonderd of drieduizend personen, dan nog betekent dit dat evenveel problemen zijn opgelost.

Het voornaamste is dat men vertrouwen heeft in het ontwerp.

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Dit voorstel wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Artikel 2

De heer Vermeiren dient het volgende amendement in:

« In het eerste lid van dit artikel, na de woorden « instellingen van openbaar nut » in te voegen de woorden « en de vakorganisaties. »

Verantwoording

De wet tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel bepaalt dat militairen voor een syndicaal mandaat

service pour exercer un mandat syndical. Il convient dès lors de prévoir explicitement que ces organisations syndicales peuvent être reconnues comme « employeurs ».

Le ministre marque son accord, à condition d'y insérer les mots « agréées par le Roi » après les mots « ces organisations syndicales ». De plus il déposera un amendement en ce sens complétant l'article 26.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article amendé est adopté à la même unanimité.

Article 3

L'article est adopté à la même unanimité.

Article 4

M. Vermeiren dépose un amendement visant à compléter le texte proposé, qui devient le § 1^{er}, par un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. A sa demande, le militaire visé au § 1^{er} peut, dès qu'il a été utilisé pendant un an au moins dans une fonction jugée équivalente à celle de son grade, être transféré dans l'emploi vacant correspondant à cette fonction.

Par ce transfert, il acquiert la qualité d'agent civil statutaire, dont le statut est régi par le statut administratif applicable à l'organisme qui l'utilise. »

Justification

On aurait pu résoudre le problème du personnel militaire en surnombre, d'une part, et des besoins en personnel dans les services visés à l'article 2, d'autre part, à l'exception des organismes ou institutions non gouvernementaux d'utilité publique et des organisations syndicales, en appliquant la mobilité d'office telle qu'elle est autorisée par la loi de 1967 relative à la mobilité.

Cette solution n'est pas réalisable pour des raisons budgétaires. En effet, le projet en discussion prévoit que l'apport financier des organismes qui utiliseront ces militaires sera limité à 50 p.c. des rémunérations.

En prévoyant que la limite d'âge visée dans la loi en projet est fixée à :

- 51 ans pour les officiers subalternes,*
- 55 ans pour les majors et les lieutenant-colonels,*

dienststijfstelling kunnen verkrijgen. Het dient dan ook expliciet bepaald te worden dat deze vakorganisaties als « werkgever » aangeduid kunnen worden.

De Minister is het hiermee eens op voorwaarde dat de tekst als volgt luidt: « en de door de Koning erkende vakorganisaties ». Hij zal bovendien een amendement in die zin indienen om artikel 26 aan te vullen.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Het geamendeerde artikel wordt ook eenparig aangenomen.

Artikel 3

Het artikel wordt met eenparigheid van stemmen aangenomen.

Artikel 4

De heer Vermeiren stelt bij amendement voor van de voorgestelde tekst § 1 te maken en het artikel aan te vullen met een § 2, luidende :

« § 2. De militair bedoeld in § 1 kan op eigen verzoek, zodra hij ten minste gedurende één jaar bezigt wordt in een ambt dat gelijkwaardig wordt geacht met zijn graad, worden overgeplaatst naar een vacante betrekking die met die functie overeenstemt.

Door die overplaatsing verwerft hij de hoedanigheid van burgerlijk statutair ambtenaar, waarvan het statuut wordt geregeld door het administratief statuut toepasselijk op de instelling die hem bezigt. »

Verantwoording

Het probleem van het overmatig militair personeel enerzijds en de personeelsbehoeften van de diensten bedoeld in artikel 2 anderzijds — met uitzondering van de niet-gouvernementele organisaties of instellingen van openbaar nut en de vakorganisaties, had opgelost kunnen worden door toepassing van de mobiliteit van ambtswege, toegelaten door de wet van 1967 op de mobiliteit.

Om budgettaire redenen is dit niet haalbaar. Het voorliggend ontwerp voorziet voor de bezigende instellingen immers slechts in een inbreng van 50 pct. in de bezoldiging.

Vaststellend dat de leeftijdsgrens waarvan sprake is in dit ontwerp vastgesteld is op :

- 51 jaar voor de lagere officier,*
- 55 jaar voor de majoors en luitenant-kolonels,*

— 56 ans pour le personnel d'un grade inférieur à celui d'officier,

et que les militaires en question doivent quitter leur poste d'utilisation après avoir été rémunérés pendant cinq ans au maximum, on dissuadera les éléments motivés et valables de solliciter un tel régime, étant donné qu'ils ne peuvent bénéficier que d'un simulacre de carrière plane, sans possibilité de promotion et avec une carrière de très courte durée. Il est donc possible que des éléments valables doivent mettre fin d'office à leurs activités au moment où ils disposent de l'expérience requise et atteignent un excellent rendement.

Le texte proposé vise à organiser un régime de mobilité permettant au militaire, après un an de service, d'être transféré dans le cadre de l'organisme employeur, avec tous les droits et obligations attachés à ce statut.

Le Ministre demande le rejet de l'amendement. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une mesure transitoire prévue pour la durée de la restructuration. Les militaires conservent leur statut de militaire.

Si on suit la proposition de M. Vermeiren, il ne s'agirait plus d'utilisation, mais de mobilité puisque le militaire doit démissionner, pour devenir un fonctionnaire civil et perdrait ainsi tous ses avantages spécifiques. Il s'agit de deux domaines totalement différents.

L'amendement est rejeté par 11 voix contre 1.

L'article est adopté par 11 voix contre 1.

Article 5

M. Vermeiren introduit un amendement visant à compléter le § 5 du texte proposé à cet article par la disposition suivante :

« Le militaire reçoit un exemplaire du document, qu'il signera pour accord. »

Justification

Il convient que le premier intéressé dans la procédure d'utilisation dans un service extérieur aux forces armées reçoive une copie des conditions prévues par l'accord conclu entre le ministre de la Défense nationale et l'employeur et qu'il marque son accord sur ce protocole.

Le ministre ne voit pas d'objection à l'adoption de cet amendement. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit toujours d'un lien statutaire et non d'un lien contractuel.

— 56 jaar voor het personeel beneden de graad van officier,

en dat de bedoelde militairen hun beziging moeten verlaten na maximum vijf jaar bezoldiging, zal men gemotiveerde en waardevolle elementen ontmoedigen dergelijk regime aan te vragen, aangezien zij slechts over een vlakke nep-loopbaan beschikken, zonder promotiekansen en met een carrière van zeer korte duur. De mogelijkheid bestaat aldus dat waardevolle elementen, op het ogenblik dat zij over de nodige ervaring beschikken en een uitstekend rendement bereiken, hun activiteiten ambtshalve moeten beëindigen.

De voorgestelde tekst beoogt dat een stelsel van mobiliteit georganiseerd wordt waarin de mogelijkheid bestaat dat de militair, na één jaar beziging kan overgaan naar het kader van de tewerkstellende instelling, met alle rechten en verplichtingen verbonden aan dat statuut.

De Minister vraagt het amendement te verwerpen. Men mag immers niet uit het oog verliezen dat het om een overgangsmaatregel gaat die van toepassing is zolang de herstructurering aan de gang is. De militairen behouden hun statuut van militair.

Volgt men het voorstel van de heer Vermeiren, dan gaat het niet meer om beziging maar om mobiliteit omdat de militair ontslag moet indienen om burgerlijk ambtenaar te worden en zo zijn specifieke voordelen verliest. Het gaat om twee totaal verschillende situaties.

Het amendement wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem.

Het artikel wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 5

De heer Vermeiren stelt bij amendement voor § 5 van dit artikel aan te vullen met de volgende bepaling :

« De militair ontvangt een exemplaar van het akkoord dat hij ter instemming moet ondertekenen. »

Verantwoording

Het is wenselijk dat de eerste betrokkene in de procedure van bezigingstelling in een dienst buiten de strijdkrachten een kopie zou ontvangen van de voorwaarden die vervat zijn in het akkoord dat tussen de Minister van Landsverdediging en de werkgever gesloten is, en dat hij zich met dat protocol akkoord zou verklaren.

De Minister heeft geen bezwaar tegen de aanneming van dit amendement. Maar men mag niet uit het oog verliezen dat er steeds een statutaire band is en geen contractuele band.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Le Gouvernement dépose, à son tour, un amendement tendant à :

« Compléter le deuxième alinéa du § 5 de cet article par la disposition suivante :

« et soumis à l'approbation des Communautés et Régions qui utilisent des militaires. »

Justification

L'insertion de cette disposition dans le projet de loi a pour conséquence que toute utilisation d'un militaire par un employeur qui ressort de l'autorité d'une Communauté ou d'une Région n'est possible qu'après que les autorités compétentes de la Communauté ou de la Région intéressée se soient déclarées d'accord avec le modèle-type d'accord visé à l'alinéa 2 de l'article 5, § 5, du projet.

Cet amendement, qui a fait l'objet d'un accord au Comité de concertation, a pour but de rencontrer les remarques du Conseil d'Etat relatives à l'applicabilité de l'utilisation aux Communautés et Régions.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'article, amendé, est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Article 6

L'article est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Article 7

M. Vermeiren dépose un amendement tendant à ajouter à cet article un sixième alinéa, rédigé comme suit :

« Si, au cours des six premiers mois d'utilisation, le militaire constate qu'il ne pourra pas satisfaire aux nécessités et aux tâches du service, il pourra mettre fin lui-même à son utilisation moyennant un préavis de soixante jours.

Dans ce cas, il sera réintégré dans les cadres des forces armées. »

Justification

Vu le changement important dans la vie professionnelle qu'entraîne l'utilisation et compte tenu de son caractère définitif, il paraît équitable que l'intéressé

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

De Regering dient op haar beurt een amendement in strekkende om :

« Het tweede lid van § 5 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« en ter goedkeuring voorgelegd aan de Gemeenschappen en Gewesten die militairen bezigen. »

Verantwoording

De invoeging van deze bepaling in het ontwerp van wet heeft tot gevolg dat elke beziging van een militair door een werkgever die ressorteert onder het gezag van een Gemeenschap of van een Gewest, slechts mogelijk is nadat de bevoegde overheden van de betrokken Gemeenschap of het betrokken Gewest zich akkoord verklaard hebben met het type-model van akkoord bedoeld in het tweede lid van artikel 5, § 5, van het ontwerp.

Dit amendement, waarover in het Overlegcomité een akkoord is bereikt, heeft tot doel tegemoet te komen aan de opmerkingen van de Raad van State betreffende de toepasselijkheid van de beziging op de Gemeenschappen en Gewesten.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

Het artikel, aldus geamendeerd, wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

Artikel 6

Het artikel wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Artikel 7

De heer Vermeiren dient een amendement in strekkende om aan dit artikel een zesde lid toe te voegen, luidende :

« Indien de militair in de loop van de zes eerste maanden van de beziging vaststelt dat hij niet zal kunnen voldoen aan de behoeften en de taken van de dienst, zal hij aan zijn beziging zelf een einde kunnen maken mits opzegging van zestig dagen.

In dat geval wordt de militair opnieuw opgenomen in de kaders van de krijgsmacht. »

Verantwoording

Gelet op de belangrijke wijziging in het beroepsleven dat de beziging is en gelet op haar definitief karakter, lijkt het billijk dat betrokkene zelf ook over

lui-même ait également la faculté de retourner dans son milieu d'origine à la fin du stage, au lieu de faire partie de cet organisme pendant des années contre son gré, si sa période de stage a abouti à un résultat satisfaisant.

Le ministre estime que cette proposition présente à la fois un avantage et un inconvénient.

C'est un avantage pour le candidat à une fonction dans l'administration, car il a une possibilité de retour, ce qui augmente l'attrait de cette mesure. Mais cela peut d'autre part démotiver l'employeur potentiel.

M. Vermeiren croit au contraire que l'employeur a aussi avantage à pouvoir éventuellement changer de candidat, si ce dernier ne convient pas.

Le ministre se déclare convaincu et accepte l'amendement.

Un autre membre attire l'attention sur le fait qu'il ne suffit pas d'une déclaration unilatérale de l'intéressé, mais qu'il faut au moins un rapport d'évaluation sur les capacités et les activités du militaire en l'utilisation.

Le ministre approuve cette remarque. Il ne peut être question de va-et-vient incessants.

Un commissaire souligne que s'il faut, en effet, défendre les intérêts des militaires, il ne faut pas oublier ceux des administrations qui les emploient.

Le ministre rappelle que la possibilité pour l'employeur de changer de candidat est prévue. Ce que M. Vermeiren introduit ici c'est la notion du retour à l'armée, à la demande du militaire en utilisation.

Un autre membre fait remarquer que si le ministre procède à la sélection et au classement des candidats à chaque offre d'emploi, cela peut nuire à la réussite de cette opération, car l'employeur n'a pas le choix du candidat qui lui semble le plus approprié.

Le ministre précise que le § 5 de l'article 5 prévoit que l'utilisation d'un candidat doit faire l'objet d'un accord entre le ministre et l'employeur. Il est logique que la Défense nationale puisse s'opposer au départ de candidats qui occupent une position nécessaire au bon fonctionnement des services. La priorité est évidemment donnée aux besoins de l'armée.

Un membre estime que l'administration ne doit pas non plus être lésée par le départ d'un militaire en utilisation qui décide unilatéralement qu'il ne se plaît pas.

de mogelijkheid beschikt om op het einde van de stage naar zijn oorspronkelijk milieu terug te keren, in plaats dat hij gedurende jaren tegen zijn zin deel zou uitmaken van de instelling zo zijn stageperiode een bevredigend resultaat opleverde.

De Minister meent dat dit voorstel zowel een voordeel als een nadeel heeft.

Het is een voordeel voor degene die een betrekking bij de overheid ambieëert want hij heeft de mogelijkheid om terug te keren, wat de aantrekkingskracht van de maatregel verhoogt. Maar anderzijds kan dit de potentiële werkgever demotiveren.

De heer Vermeiren meent evenwel dat de werkgever er ook een voordeel bij heeft om eventueel van kandidaat te veranderen, indien deze laatste niet voldoet.

De Minister zegt dat hij overtuigd is en aanvaardt het amendement.

Een ander lid vestigt de aandacht op het feit dat een eenzijdige verklaring van de betrokkene niet volstaat, maar dat er ten minste een evaluatierapport moet zijn over de capaciteiten en de activiteiten van de gebezigde militair.

De Minister is het met die opmerking eens. Er kan geen sprake van zijn dat er voortdurend wordt «gependeld».

Een lid onderstreept dat men inderdaad de belangen van de militairen moet verdedigen, maar dat men die van de besturen die ze tewerkstellen niet mag vergeten.

De Minister herinnert eraan dat de mogelijkheid voor de werkgever om van kandidaat te veranderen in het ontwerp is opgenomen. De heer Vermeiren voert hier de mogelijkheid in van de terugkeer naar het leger, op verzoek van de gebezigde militair.

Een ander lid merkt op dat indien de Minister bij iedere vacature kandidaten selecteert en rangschikt, dit het welslagen van deze operatie kan schaden, want de werkgever kan niet de kandidaat kiezen die hem het meest geschikt lijkt.

De Minister verduidelijkt dat § 5 van artikel 5 bepaalt dat er voor de beziging van een kandidaat een akkoord moet zijn tussen de Minister en de werkgever. Het spreekt vanzelf dat Landsverdediging zich kan verzetten tegen het vertrek van kandidaten met een positie die noodzakelijk is voor de goede werking van de diensten. De behoeften van het leger krijgen uiteraard voorrang.

Een lid meent dat de openbare besturen ook niet mogen worden benadeeld door het vertrek van een gebezigde militair die eenzijdig beslist dat het werk hem niet bevalt.

M. Vermeiren estime que, même dans ce cas, l'administration n'a aucun avantage à garder un militaire démotivé.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'article amendé est adopté à la même unanimité.

Articles 8 à 12

Ces articles sont adoptés à la même unanimité.

Article 13

M. Vermeiren introduit l'amendement suivant :

« A) Remplacer le 3^o du § 1^{er} de l'article proposé par ce qui suit :

« 3^o la mise à la disposition du ministre de la Défense nationale pour incapacité professionnelle ou pour motifs disciplinaires; »

« B) Au deuxième alinéa du § 1^{er} de cet article, remplacer les mots « conseil de discipline » par les mots « conseil d'enquête. »

Justification

A) Les statuts militaires ne connaissent pas de « pension pour motifs disciplinaires ». Il s'agirait donc d'une démission d'office. La gradation des mesures statutaires requiert que le militaire qui ne donne plus satisfaction après le stage soit renvoyé dans son département d'origine.

La règle extrêmement sévère de cette loi, selon laquelle le militaire ne peut pas réintégrer dans le milieu militaire, est donc tempérée par les dispositions suivantes :

— le militaire doit donner son accord avant l'utilisation (amendement à l'art. 5);

— si le militaire constate qu'il n'est pas à la hauteur de sa tâche, il peut être réintégré (amendement à l'art. 7);

— il est possible de faire passer le militaire dans le cadre (amendement à l'art. 4).

B) Il convient que la mesure fasse l'objet d'une procédure d'avis assurée par un conseil d'enquête. En effet, le conseil de discipline est un organe prévu par la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, qui n'est pas applicable aux matières statutaires.

De heer Vermeiren meent dat zelfs in dat geval de besturen er geen baat bij hebben een gedemotiveerde militair te houden.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Het geamendeerde artikel wordt met dezelfde eenparigheid aangenomen.

Artikelen 8 tot 12

Deze artikelen worden met dezelfde eenparigheid aangenomen.

Artikel 13

De heer Vermeiren dient het volgende amendement in :

« A) In § 1 van dit artikel, het 3^o te vervangen als volgt :

« 3^o de terbeschikkingstelling van de Minister van Landsverdediging om reden van beroepsongeschiktheid of om tuchtrekenen; »

« B) In § 1, tweede lid, van dit artikel, het woord « tuchtraad » te vervangen door het woord « onderzoeksraad. »

Verantwoording

A) In de militaire statuten bestaat er geen « pensioen om tuchtrekenen ». Het zou dus een ontslag van ambtswege betekenen. De gradatie in de statutaire maatregelen vereist dat de militair die na de stage niet meer voldoet, naar zijn departement van oorsprong wordt teruggezonden.

De uiterst strenge regel in deze wet dat de militair niet kan reïntegreren in het militair milieu, wordt dus getemperd door de volgende regels :

— vóór de beziging moet de militair zijn instemming betuigen (amendement op artikel 5);

— indien de militair vaststelt dat hij de taak niet aankan, kan hij reïntegreren (amendement op artikel 7);

— mogelijke doorstroming naar het kader (amendement op artikel 4).

B) De maatregel dient onderworpen te worden aan een adviesprocedure door een onderzoeksraad. De tuchtraad is immers een orgaan voorzien door de wet van 14 januari 1975 houdende het militair tuchtrecht, die niet toepasselijk is op statutaire materies.

Le ministre rappelle, une fois de plus, que le militaire utilisé dans les services publics garde toujours son statut de militaire.

En cas de faute, la procédure prévue par le présent article est la suivante.

L'initiative est prise par le nouveau chef de corps, c'est-à-dire le supérieur hiérarchique chez l'employeur. Celui-ci demande l'avis de son Conseil de discipline qui reprend ainsi le rôle joué à l'armée par la Commission d'information. Le Conseil de discipline transmettra le dossier au Conseil d'enquête de l'armée. Enfin le Conseil d'enquête transmettra son avis sur la gravité des faits au ministre, qui prendra une décision.

A la suite de cette explication, M. Vermeiren retire son amendement.

Un membre voudrait savoir comment on désigne le supérieur hiérarchique.

Il est désigné lors de la conclusion de l'accord.

Le ministre renvoie au § 2 de l'article.

L'intervenant fait remarquer que dans certaines petites communes ou C.P.A.S. pas un seul fonctionnaire n'aura le niveau équivalent d'un chef de corps militaire.

Le ministre répond que cela n'a pas d'importance. On peut, par exemple, désigner un secrétaire communal. Ce sera de toute manière convenu dans l'accord.

L'article est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Articles 14 et 15

Un membre demande ce qu'on entend ici par « titres et mérites ».

Le ministre précise qu'il s'agit de l'attribution des distinctions honorifiques dans les ordres nationaux. La procédure d'octroi de ces décorations n'est pas la même pour les militaires que pour les civils.

Ces articles sont adoptés à la même unanimité.

Article 16

Un commissaire voudrait savoir ce qu'on entend exactement par congé de fin de carrière. Cette notion n'existe pas dans l'administration.

Le ministre explique que le statut des militaires prévoit l'octroi d'une période de trois mois de congé au militaire en fin de carrière, avant qu'il prenne sa pension, sous réserve de l'approbation de sa hiérarchie.

De Minister herinnert er eens te meer aan dat de militair gebezigd in overheidsdienst zijn statuut van militair te allen tijde behoudt.

Bij een fout is de procedure neergelegd in dit artikel de volgende.

Het initiatief wordt genomen door de nieuwe korpscommandant, dat wil zeggen de hiërarchische meerdere bij de werkgever. Deze vraagt het advies van de tuchtraad van de werkgever die aldus de rol overneemt van de informatiecommissie bij het leger. De tuchtraad zal het dossier overleggen aan de onderzoeksraad van het leger. Tenslotte zal de onderzoeksraad zijn advies over de ernst van de feiten voorleggen aan de Minister, die een beslissing zal nemen.

Tengevolge van deze uitleg trekt de heer Vermeiren zijn amendement in.

Een lid zou willen weten hoe de hiërarchische meerdere wordt aangewezen.

Deze wordt aangewezen bij het sluiten van het akkoord.

De Minister verwijst naar § 2 van dit artikel.

Spreker merkt op dat in sommige kleine gemeenten of O.C.M.W.'s niet één ambtenaar het niveau zal hebben dat gelijkwaardig is met dat van een militaire korpscommandant.

De Minister antwoordt dat dit geen belang heeft. Men kan bijvoorbeeld een gemeentesecretaris aanwijzen. Dat zal hoe dan ook in het akkoord worden vastgelegd.

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Artikelen 14 en 15

Een lid vraagt wat verstaan wordt onder « aanspraken en verdiensten ».

De Minister verduidelijkt dat het gaat om de toekenning van eervolle onderscheidingen in de nationale orden. De procedure voor de toekenning van die decoraties is voor militairen niet dezelfde als voor burgers.

Die artikelen worden eenparig aangenomen.

Artikel 16

Een commissielid wil weten wat men juist verstaat onder « einde-loopbaanverlof ». Dat begrip bestaat niet bij de overheidsbesturen.

De Minister legt uit dat het statuut van de militairen voorziet in de toekenning van een verlof van drie maanden op het einde van de loopbaan, vooraleer de militair met pensioen gaat, op voorwaarde dat zijn hiërarchische meerderen daarmee instemmen.

L'intervenant répète que de telles différences vont inévitablement créer des tensions au sein de l'administration.

Le ministre rappelle que c'est le statut militaire qui continue de s'appliquer. Ce ne sera pas la seule différence avec le statut de fonctionnaire (cf. l'âge de la pension, par exemple).

L'article est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Article 16bis (nouveau)

M. Vermeiren dépose un amendement introduisant un article 16bis, rédigé comme suit :

« Insérer un article 16bis (nouveau) libellé comme suit :

« Article 16bis. — Le militaire en utilisation reste régi par le statut syndical qui lui est applicable comme prévu par la loi du 11 juillet 1978 et il continue à bénéficier des prestations des services sociaux fonctionnant à l'armée. »

Justification

Le militaire en utilisation n'est pas régi par la loi syndicale du 19 décembre 1974 applicable à la fonction publique ni ne peut faire appel comme militaire aux services sociaux des organismes qui l'utilisent. Afin qu'il soit clair que ce militaire reste régi par son statut militaire pour ces matières, il convient d'insérer cette disposition dans la loi.

Le ministre estime cet article superflu. En gardant le statut militaire, le militaire en utilisation en conserve tous les avantages.

M. Vermeiren retire son amendement.

Articles 17 et 18

Ces articles sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

Article 19

M. Vermeiren introduit un amendement tendant à supprimer, dans le texte de l'article, tel qu'il est proposé, les mots « ou pour l'application des procédures en vue de l'exécution des mesures visées aux articles 12 et 13 ».

Justification

Les procédures dont il est question aux articles 12 et 13 concerne soit les absences pour motif de santé (art. 12), soit les règles permettant de prendre une

Spreker herhaalt dat het invoeren van dergelijke verschillen onvermijdelijk tot spanningen zal leiden in de overheidsbesturen.

De Minister herinnert eraan dat het militair statuut van toepassing blijft. Er zullen trouwens nog andere afwijkingen zijn van het statuut van ambtenaar (cf. de pensioenleeftijd bijvoorbeeld).

Het artikel wordt door de 14 aanwezige leden aangenomen.

Artikel 16bis (nieuw)

De heer Vermeiren dient een amendement in dat ertoe strekt :

« Een artikel 16bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 16bis. — Op de militair in beziging blijft het syndicaal statuut van toepassing zoals dit voorzien is door de wet van 11 juli 1978 en hij blijft begunstigde van de sociale diensten ten behoeve van de krijgsmacht. »

Verantwoording

De militair in beziging valt niet onder de syndicale wet voor het openbaar ambt van 19 december 1974: hij kan evenmin als militair een beroep doen op de sociale diensten van de instellingen waarvan hij beschikbaar wordt gesteld. Omdat het duidelijk zou zijn dat hij voor deze materies onderworpen blijft aan een militair statuut, dient dit in de wet te worden vermeld.

De Minister acht dit artikel overbodig. Daar de gebezigde militair het militair statuut behoudt, geniet hij alle voordelen ervan.

De heer Vermeiren trekt zijn amendement in.

Artikelen 17 en 18

Die artikelen worden eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Artikel 19

De heer Vermeiren dient een amendement in dat ertoe strekt in dit artikel de woorden « of voor de toepassing van de procedures met het oog op de maatregelen bedoeld in de artikelen 12 en 13 » te doen vervallen.

Verantwoording

De procedures waarvan sprake is in de artikelen 12 en 13 betreffende hetzij de afwezigheden om gezondheidsredenen (art. 12), hetzij de procedures om een

mesure statutaire (art. 13). Ce sont des procédures administratives qui ne présentent aucun lien avec le droit pénal militaire ou le droit disciplinaire.

Si, en cours de procédure, un délit est constaté, le tribunal ordinaire doit être saisi par l'organisme utilisateur et est compétent.

Le ministre demande le rejet de cet amendement. Dans les deux cas il est indispensable que le droit pénal militaire et le droit disciplinaire soient d'application pour toutes les procédures sans exception.

M. Vermeiren retire son amendement.

L'article est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Article 20

M. Vermeiren dépose un amendement visant à supprimer, dans le texte de l'article 20 proposé, les mots « ou pour l'application des procédures en vue de l'exécution des mesures aux articles 12 et 13 ».

Justification

L'auteur renvoie à la justification de l'amendement à l'article 19.

Pour les mêmes raisons qu'à l'article précédent, M. Vermeiren retire son amendement.

L'article est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Articles 21, 22 et 23

Un membre désirerait connaître les différences existant entre le statut social des militaires et celui des fonctionnaires civils.

Le ministre joint un tableau comparatif (voir annexe).

Les articles sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

Articles 24 et 25

Un commissaire demande en quoi consiste « l'allocation de sélectionné » prévue au 3^o de l'article 24.

Le ministre explique qu'il s'agit d'une allocation qui est octroyée à des membres du personnel, qui ont réussi un examen de promotion, mais qui n'ont pas été retenus par les comités ad hoc pour passer dans le grade supérieur.

statutaire maatregel te treffen (art. 13). Dit zijn administratieve procedures zonder enige band met het militair strafrecht of tuchtrecht.

Zo bij de procedure een misdrijf wordt vastgesteld, dan dient de bezigende instelling de zaak aanhangig te maken bij de gewone rechtbank die bevoegd is.

De Minister vraagt dit amendement te verwerpen. In beide gevallen is het onontbeerlijk dat het militair strafrecht en het tuchtrecht van toepassing blijven gedurende de volledige procedure zonder enige uitzondering.

De heer Vermeiren trekt zijn amendement in.

Het artikel wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Artikel 20

De heer Vermeiren dient een amendement in dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 20 de woorden « of voor de toepassing van de procedures met het oog op de maatregelen bedoeld in de artikelen 12 en 13 » te doen vervallen.

Verantwoording

De indiener verwijst naar de verantwoording van het amendement op artikel 19.

Om dezelfde redenen als bij het vorig artikel, trekt de heer Vermeiren zijn amendement in.

Het artikel wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Artikelen 21, 22 en 23

Een lid wenst te weten welke verschillen er bestaan tussen het sociaal statuut van de militairen en dat van de ambtenaren.

De Minister deelt een vergelijkende tabel mee (zie bijlage).

De artikelen worden eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Artikelen 24 en 25

Een commissielid vraagt wat men zich moet voorstellen bij de « toelage voor geselecteerde » waarin het 3^o van artikel 24 voorziet.

De Minister legt uit dat het gaat om een toelage die wordt toegekend aan personeelsleden die geslaagd zijn voor een bevorderingsexamen doch niet door de commissie ad hoc in aanmerking genomen zijn om over te gaan naar een hogere graad.

L'intervenant constate à l'article 25 que les militaires en utilisation bénéficient en outre des mêmes allocations et indemnités que les membres du personnel civil de l'employeur. Peuvent-ils cumuler ces avantages avec les avantages militaires? Dans l'affirmative, cela créerait un déséquilibre grave entre les deux catégories de fonctionnaires.

Le ministre explique que l'article 24 reprend tout ce qui fait partie de la rémunération du militaire, au sens large.

L'article 25 prévoit que toutes les allocations ou indemnités militaires, liées aux prestations et qui s'ajoutent à cette rémunération, tombent (cf. allocations de vol pour les pilotes, allocations de parachutistes, etc.). Elles sont éventuellement remplacées par des allocations ou indemnités liées aux prestations existant chez l'employeur (cf. garde, permanences, pompiers, police).

Les articles sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

Article 26

Le Gouvernement dépose un amendement qui vise à compléter cet article par un alinéa, rédigé comme suit :

« Si l'employeur du militaire utilisé est une organisation syndicale, le Roi peut, en cas de non-respect de la procédure de remboursement ou des obligations de l'employeur définies dans le modèle-type d'accord, retirer l'agrément de l'organisation syndicale visée. »

Justification

En cas d'approbation de l'amendement à l'article 2 introduit par M. Vermeiren, la possibilité de sanction, telle que visée ci-dessus, contre les organisations syndicales qui ne respecteraient pas leurs obligations d'employeurs doit être introduite pour protéger le département de la Défense nationale ainsi que les militaires utilisés contre tout abus possible d'employeurs sans personnalité juridique.

Une telle disposition n'est pas anormale dans les textes qui règlent les relations de l'autorité avec les organisations syndicales qui emploient du personnel en congé syndical.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'article amendé est adopté à la même unanimité.

Article 27

M. de Donnée dépose un amendement afin de supprimer le 1^o de cet article.

Spreker stelt vast dat volgens artikel 25 de gebezigde militairen daarenboven dezelfde toelagen en vergoedingen genieten als de leden van het burgerpersoneel van de werkgever. Kunnen zij die voordelen en de militaire voordelen cumuleren? Zoiets zou een ernstige discriminatie betekenen van de twee categorieën ambtenaren.

De Minister legt uit dat artikel 24 alles overneemt wat deel uitmaakt van de bezoldiging van de militair in ruime zin.

Artikel 25 bepaalt dat alle militaire toelagen of vergoedingen die gekoppeld zijn aan de prestaties en die bovenop die bezoldiging komen, wegvallen (cf. vliegtuelagen voor de piloten, toelagen aan de parachutisten, enz.). Zij worden eventueel vervangen door vergoedingen of toelagen gekoppeld aan de prestaties die bij de werkgever bestaan (cf. wacht, permanenties, brandweer, politie).

De artikelen worden eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Artikel 26

De Regering dient een amendement in dat ertoe strekt dit artikel aan te vullen met een lid, luidende :

« Indien de werkgever van de gebezigde militair een vakorganisatie is, kan, bij niet-naleving van de terugbetalingsprocedure of van de verplichtingen van de werkgever zoals bepaald in het type-model van akkoord, de Koning de erkenning van bedoelde vakorganisatie intrekken. »

Verantwoording

In geval van goedkeuring van het amendement op artikel 2 ingediend door de heer Vermeiren, dient de bedoelde mogelijke sanctie te worden ingevoerd tegen de vakorganisaties die hun verplichtingen van werkgever niet zouden nakomen om het departement van Landsverdediging en de gebezigde militairen te beschermen tegen elk mogelijk misbruik van werkgevers zonder rechtspersoonlijkheid.

Zulke bepaling is niet ongewoon in de teksten die de verhoudingen regelen van de overheid met de syndicale organisaties die personeel in syndicaal verlof tewerkstellen.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Het geamendeerde artikel wordt met dezelfde eenparigheid aangenomen.

Artikel 27

De heer de Donnée dient een amendement in om het 1^o van dit artikel te doen vervallen.

Justification

L'obligation de l'arrêté royal n° 26 du 29 juin 1967 relatif à la mobilité des forces armées est inopportune car elle annulerait toute possibilité de mobilité des membres des forces armées vers la fonction publique. Il serait notamment absurde d'empêcher des militaires compétents de passer dans le personnel civil de la Défense nationale.

Il serait donc souhaitable d'attendre la réforme du statut du personnel civil de la Défense nationale.

Le ministre trouve cette proposition sympathique.

En ce qui le concerne, il fera tout son possible pour permettre le transfert de militaires dans le personnel civil de la Défense nationale.

On a prévu cinq mille emplois civils après la restructuration. Ce nombre est loin d'être atteint mais aussi longtemps qu'il y aura des militaires en excédent, ces emplois leur seront prioritairement destinés.

Cependant, l'adoption de cet amendement poserait trop de problèmes au ministre de la Fonction publique. Le ministre s'en tient à l'accord conclu au sein du Gouvernement à ce sujet. Un règlement spécifique, établi avec le ministre de l'Intérieur concernant la Gendarmerie est en cours d'élaboration.

L'amendement est rejeté par 13 voix contre 1.

Un commissaire voudrait savoir s'il est exact qu'aucune mesure est prise pour le personnel civil de l'armée, dont les départs continueront de se dérouler normalement.

Le ministre déclare que le nombre du personnel civil actuellement en Allemagne va fortement diminuer. Dans l'avenir de nombreuses places seront ouvertes en Belgique. Mais, comme il vient d'être dit, elles ne seront pas occupées par du personnel civil, aussi longtemps qu'il y aura un excédent de personnel militaire. Il ajoute que ce sont les contractuels qui partent, et non les statutaires.

Le Gouvernement dépose un amendement qui remplace le deuxième alinéa de cet article par :

« Toutefois, ces abrogations sont sans effet sur :

1° les membres des forces armées utilisés dans certains services publics à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, qui conservent le bénéfice de ces dispositions légales et réglementaires;

Verantwoording

De verplichting neergelegd in het koninklijk besluit nr. 26 van 29 juni 1967 betreffende de mobiliteit der leden van de krijgsmacht is niet doelmatig want zij maakt het onmogelijk dat leden van de krijgsmacht naar de ambtenarij overstappen. Het zou vooral ongerijmd zijn dat deskundige militairen niet bij het burgerpersoneel van Landsverdediging kunnen gaan werken.

Het is dus wenselijk te wachten op de hervorming van het statuut van het burgerpersoneel van Landsverdediging.

De Minister voelt wel wat voor dit voorstel.

Hij zal van zijn kant al het mogelijke doen om militairen de kans te geven over te stappen naar het burgerpersoneel van Landsverdediging.

Bij het burgerpersoneel zouden er na de herstructurering 5 000 banen zijn. Dit aantal is nog lang niet bereikt doch zolang er overtallige militairen zijn, zullen die betrekkingen bij voorrang aan hen worden aangeboden.

De goedkeuring van dit amendement zou evenwel te veel problemen opleveren voor de Minister van Ambtenarenzaken. De Minister houdt het dus bij het akkoord dat in de Regering over dit onderwerp werd gesloten. Een specifiek reglement betreffende de rijkswacht wordt samen met de Minister van Binnenlandse Zaken voorbereid.

Het amendement wordt met 13 stemmen tegen 1 stem verworpen.

Een commissielid wenst te weten of het juist is dat er geen enkele maatregel genomen werd voor het burgerpersoneel van het leger. De afvloeiing van die personeelsleden blijft verder normaal verlopen.

De Minister verklaart dat het aantal leden van het burgerpersoneel dat op het ogenblik in Duitsland verblijft, sterk zal dalen. In de toekomst zullen in België talrijke posten vacant worden. Maar zoals reeds werd opgemerkt, zullen die niet worden opgevuld door burgerpersoneel zolang er een overschot van militair personeel is. Hij voegt eraan toe dat niet het statutair personeel maar wel, het contractueel zal afvloeien.

De Regering dient een amendement in dat ertoe strekt het tweede lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« Deze opheffingen hebben niettemin geen uitwerking op :

1° de leden van de krijgsmacht die in sommige openbare diensten gebezigd worden op de datum van inwerkingtreding van deze wet. Zij blijven genieten van deze wet. Zij blijven genieten van deze wettelijke en reglementaire bepalingen;

2^o les membres des forces armées qui sont, à leur demande, conformément au régime de mobilité et selon les modalités déterminées par le Roi, transférés vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie.»

Justification

Par cet amendement, il est inséré à l'article 27 du projet de loi une seconde catégorie de militaires pour laquelle l'abrogation du régime de mobilité, qui est applicable aux militaires, sera sans effets.

Il s'agit des membres des forces armées qui, à leur demande et conformément au régime de mobilité visé ci-dessus, seraient transférés vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie.

Cette disposition était, à l'origine, prévue à l'article 27 du projet de loi tel qu'il a été présenté au Conseil des ministres du 14 janvier 1994. Elle a été supprimée sur décision de ce Conseil des ministres parce que le passage de militaires vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie sera réglé à court terme par un projet de loi qui est en préparation à l'état-major de la gendarmerie.

Le Gouvernement estime qu'il est nécessaire de réintroduire temporairement cette disposition pour éviter que, dans une période de restructuration et de surplus en personnel des forces armées qui s'accompagne de possibilités de dégagement vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie, ces possibilités restent inutilisées suite à un vide juridique temporaire. Ceci pourrait en effet avoir pour conséquence que, d'une part, un certain nombre de possibilités de dégagements de militaires se perdent et, d'autre part, que dans une période où la gendarmerie a un besoin urgent de « spécialistes militaires », ces spécialistes seraient découragés par l'insécurité juridique de leur avenir suite à la disparition d'une base légale pour leur mobilité vers le corps administratif et logistique.

C'est, entre autres, le cas du personnel navigant militaire qui entre en ligne de compte pour l'unité volante qui doit être constituée à la gendarmerie.

Il est évident que la disposition, dont l'insertion dans l'article 27 du projet de loi est proposée, sera abrogée par le projet de loi émanant de l'état-major de la gendarmerie qui fixera un nouveau régime pour le passage de militaires vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie.

Le ministre retire son amendement.

L'article est adopté par 13 voix contre 1.

2^o de leden van de krijgsmacht die, op hun verzoek, overeenkomstig de mobiliteitsregeling en op de wijze bepaald door de Koning, overgeplaatst worden naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht.»

Verantwoording

Door dit amendement wordt in artikel 27 van het ontwerp van wet een tweede categorie van militairen ingevoegd op wie de opheffing van het stelsel van de mobiliteit, dat thans toepasselijk is op de militairen, geen uitwerking zal hebben.

Het betreft de leden van de krijgsmacht die, op hun verzoek en overeenkomstig de hierboven bedoelde mobiliteitsregeling, zouden worden overgeplaatst naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht.

Deze bepaling kwam oorspronkelijk voor in artikel 27 van het ontwerp van wet zoals het werd voorgelegd aan de Ministerraad van 14 januari 1994. Ze werd op beslissing van deze Ministerraad geschrapt omdat de overgang van militairen naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht op korte termijn geregeld zal worden door een ontwerp van wet dat in voorbereiding is bij de staf van de rijkswacht.

De Regering acht het nodig deze bepaling tijdelijk terug in te voeren om te voorkomen dat, in een periode van herstructurering en personeelsoverschot bij de krijgsmacht die gepaard gaat met afvloeiingsmogelijkheden naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, deze mogelijkheden door een tijdelijke leemte in de wetgeving onbenut zouden blijven. Dit zou immers tot gevolg hebben dat, enerzijds, een aantal afvloeiingsmogelijkheden voor de militairen verloren zouden gaan en, anderzijds, dat in een periode waarin de rijkswacht dringend nood heeft aan een aantal « militaire specialisten », deze specialisten afgeschrikt zouden worden door de rechtsonzekerheid van hun toekomst als gevolg van het wegvallen van een wettelijke basis voor hun mobiliteit naar het administratief en logistiek korps.

Dit is onder meer het geval voor het militair varend personeel dat in aanmerking komt voor de op te richten vliegende eenheid van de rijkswacht.

Vanzelfsprekend zal de bepaling, waarvan de invoeging in artikel 27 van het ontwerp van wet voorgesteld wordt, opgeheven worden door het ontwerp van wet uitgaande van de staf van de rijkswacht waarbij een nieuwe regeling zal worden vastgelegd voor de overgang van militairen naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht.

De Minister trekt zijn amendement in.

Het artikel wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Article 28

L'article est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

IV. VOTES

Le projet de loi relative à l'utilisation de militaires en dehors des forces armées, amendé, est adopté par 13 voix et 1 abstention.

Le présent rapport est approuvé à l'unanimité des 13 membres présents.

Le Rapporteur,
René BORREMANS.

Le Président,
Nestor-H. PECRIAUX.

Artikel 28

Het artikel wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

IV. STEMMINGEN

Het geamendeerde ontwerp van wet betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht wordt aangenomen met 13 stemmen, bij 1 onthouding.

Dit verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

De Rapporteur,
René BORREMANS.

De Voorzitter,
Nestor-H. PECRIAUX.

**TEXTE ADOPTE
PAR LA COMMISSION**

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article 1^{er}

La présente loi est applicable aux militaires de carrière ou de complément.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi on entend par «employeurs» les ministères et services publics dépendant soit de l'autorité fédérale, soit des communautés et régions, les provinces, les communes, les centres publics d'aide sociale, les intercommunales, ainsi que les organismes ou institutions non gouvernementaux d'utilité publique ne faisant pas partie des services publics, et les organisations syndicales agréées par le Roi, qui utilisent un militaire visé à l'article 1^{er}.

La gendarmerie n'est pas un employeur au sens de la présente loi.

On entend par «groupe-cible» de militaires, un ensemble bien défini de militaires qui, compte tenu des besoins d'encadrement des forces armées, sont susceptibles d'être utilisés en dehors des forces armées.

On entend par «poste d'utilisation» une fonction ou un emploi chez l'employeur pour lequel le militaire utilisé peut être désigné. Si ses besoins en personnel le permettent, l'employeur peut ouvrir plusieurs places pour un même poste d'utilisation.

CHAPITRE II

Désignation des militaires concernés

Art. 3

Sur la proposition du Chef de l'Etat-Major général, le Ministre de la Défense nationale définit chaque année des groupes-cibles de militaires qui peuvent être utilisés. Il fixe à cet effet, par catégorie de personnel, le nombre de militaires qui peuvent être utilisés ainsi que les conditions auxquelles ils doivent satisfaire.

Art. 4

Les militaires qui appartiennent à un groupe-cible peuvent, jusqu'à leur mise à la pension à la limite

**TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE**

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen

Artikel 1

Deze wet is van toepassing op de beroeps- of aanvullingsmilitairen.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder «werkgevers» de ministeries en openbare diensten die afhangen hetzij van de federale overheid, hetzij van de gemeenschappen en gewesten, de provincies, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunales en de niet-gouvernementele organisaties of instellingen van openbaar nut, die niet deel uitmaken van de openbare diensten, en de door de Koning erkende vakorganisaties die een militair bedoeld in artikel 1 bezigen.

De rijkswacht is geen werkgever in de zin van deze wet.

Onder «doelgroep» van militairen wordt een welbepaalde groep van militairen verstaan die, gelet op de kaderbehoeften van de krijgsmacht, in aanmerking kunnen komen voor de beziging van militairen buiten de krijgsmacht.

Onder «bezigingsbetrekking» wordt een functie of een betrekking bij de werkgever verstaan waarvoor de gebezigde militair kan worden aangewezen. Indien daar behoefte aan bestaat kan de werkgever meerdere plaatsen openen voor een zelfde bezigingsbetrekking.

HOOFDSTUK II

Aanwijzing van de betrokken militairen

Art. 3

Op voorstel van de Chef van de Generale Staf bepaalt de Minister van Landsverdediging jaarlijks doelgroepen van militairen die in aanmerking kunnen komen voor een beziging. Hiervoor legt hij, per personeelscategorie, het aantal militairen vast die gebezigd kunnen worden alsmede de voorwaarden waaraan zij moeten voldoen.

Art. 4

De militairen die behoren tot een doelgroep kunnen, tot aan hun pensionering bij het bereiken van

d'âge correspondant à leur grade et à la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent, être utilisés par un employeur, à condition :

1^o qu'ils introduisent une demande à cet effet;

2^o d'être en service actif au moment où ils introduisent leur demande, sans être en mobilité ou à la disposition soit d'un employeur visé à l'article 2, soit de la gendarmerie;

3^o de n'avoir plus à servir que durant 5 ans au plus.

Art. 5

§ 1^{er}. Les postes d'utilisation ouverts par des employeurs, le nombre de places ouvertes par poste d'utilisation ainsi que les catégories de personnel et le régime linguistique pour lesquels ces postes sont ouverts, sont publiés par le Ministre de la Défense nationale.

Lorsqu'il s'agit de postes d'utilisation dans des services publics fédéraux, l'accord préalable du Ministre de la Fonction publique est requis.

§ 2. Le Roi règle la procédure d'information, de demande et de sélection.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale sélectionne les demandes et classe les candidats retenus pour chaque poste d'utilisation.

Le Roi fixe les critères de sélection pour le classement.

§ 4. L'employeur peut agréer autant de candidats sélectionnés par le Ministre de la Défense nationale qu'il y a de places ouvertes pour le poste d'utilisation visé. S'il ne s'en tient pas au classement proposé par le Ministre de la Défense nationale lors de sa sélection des candidats agréés, il doit motiver son choix.

§ 5. Les militaires qui sont agréés par l'employeur sont désignés à leur poste d'utilisation par le Ministre de la Défense nationale.

L'utilisation de l'intéressé fait l'objet d'un accord entre le Ministre de la Défense nationale et l'employeur concerné. Cet accord est établi à partir d'un modèle-type défini par le Ministre de la Défense nationale et soumis à l'approbation des Communautés et des Régions qui utilisent des militaires. Le militaire reçoit un exemplaire du document, qu'il signera pour accord.

§ 6. L'utilisation est effective depuis le premier jour du mois qui suit la date de la désignation de l'intéressé jusqu'à sa mise à la pension pour limite d'âge.

de leeftijdsgrens overeenstemmend met hun graad en de personeelscategorie waartoe zij behoren, gebezigd worden door een werkgever, op voorwaarde :

1^o dat zij een verzoek daartoe indienen;

2^o dat zij in werkelijke dienst zijn op het ogenblik dat zij hun verzoek indienen, zonder in mobiliteit te zijn of ter beschikking gesteld te zijn van hetzij een werkgever bedoeld in artikel 2, hetzij de rijkswacht;

3^o dat zij nog ten hoogste 5 jaar moeten dienen.

Art. 5

§ 1. De door werkgevers opengestelde bezigingsbetrekkingen, het aantal opengestelde plaatsen per bezigingsbetrekking alsmede de personeelscategorie en het taalstelsel waarvoor deze betrekkingen opengesteld worden, worden door de Minister van Landsverdediging bekendgemaakt.

Wanneer het bezigingsbetrekkingen betreft bij federaal openbare diensten, is de voorafgaande goedkeuring van de Minister van Ambtenarenzaken vereist.

§ 2. De Koning regelt de informatie-, de verzoek- en de selectieprocedure.

§ 3. De Minister van Landsverdediging selecteert de aanvragen en rangschikt de kandidaten die in aanmerking komen voor elke bezigingsbetrekking.

De Koning stelt de selectiecriteria voor de rangschikking vast.

§ 4. De werkgever kan zoveel door de Minister van Landsverdediging geselecteerde kandidaten aanvaarden als er voor de bedoelde bezigingsbetrekking plaatsen werden opengesteld. Indien hij bij zijn selectie van de aanvaarde kandidaten afwijkt van de rangschikking voorgesteld door de Minister van Landsverdediging moet hij zijn keuze motiveren.

§ 5. De militairen die door de werkgever aanvaard worden, worden door de Minister van Landsverdediging aangewezen voor hun bezigingsbetrekking.

De beziging van belanghebbende maakt het voorwerp uit van een akkoord tussen de Minister van Landsverdediging en de betrokken werkgever. Dit akkoord wordt opgesteld op basis van een type-model vastgelegd door de Minister van Landsverdediging en ter goedkeuring voorgelegd aan de Gemeenschappen en Gewesten die militairen bezigen. De militair ontvangt een exemplaar van het document dat hij ter instemming moet ondertekenen.

§ 6. De beziging is effectief vanaf de eerste dag van de maand na de datum van aanwijzing van de belanghebbende tot de pensionering wegens het bereiken van de leeftijdsgrens.

Art. 6

En fonction des besoins d'encadrement des forces armées requis par leur restructuration et dans le but d'adapter les cadres à ces besoins d'encadrement, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, peut :

1^o adapter la condition visée à l'article 4, 3^o;

2^o exempter certains groupes-cibles du personnel de la condition visée à l'article 4, 3^o.

Art. 7

Si, au cours des six premiers mois de l'utilisation du militaire, son supérieur hiérarchique, désigné conformément à l'article 13, § 2, constate qu'il ne donne pas satisfaction ou ne pourra pas satisfaire aux exigences du service, il consigne ses raisons et ses observations dans un rapport motivé.

Ce rapport est communiqué au militaire intéressé qui peut y joindre sa défense.

Le rapport, accompagné, le cas échéant, des remarques de l'intéressé, est transmis, selon le cas, au ministre ou à la plus haute autorité de l'employeur.

Sur la base des documents visés au deuxième alinéa, cette autorité peut mettre fin à l'utilisation du militaire concerné.

Dans ce cas, l'intéressé est repris dans les cadres des forces armées.

Si, au cours des six premiers mois d'utilisation, le militaire constate qu'il ne pourra pas satisfaire aux nécessités et aux tâches du service, il pourra mettre fin lui-même à son utilisation moyennant un préavis de soixante jours.

Dans ce cas, il sera réintégré dans les cadres des forces armées.

CHAPITRE III

Statut administratif des militaires concernés

Art. 8

Sauf dans les cas de retrait d'emploi visés aux articles 11 et 13, le militaire utilisé est en service actif. Il se trouve dans la sous-position « service normal ».

Il exerce l'emploi en dehors des forces armées et en vertu d'ordres de service émanant de l'employeur qui l'utilise.

Art. 6

Naar gelang van de kaderbehoeften van de krijgsmacht zoals bepaald door de herstructurering ervan en om de kaders aan te passen aan die kaderbehoeften, kan de Koning, bij een in de Ministerraad overlegd besluit :

1^o de in artikel 4, 3^o bedoelde voorwaarde aanpassen;

2^o bepaalde doelgroepen van het personeel vrijstellen van de in artikel 4, 3^o bedoelde voorwaarde.

Art. 7

Als de overeenkomstig artikel 13, § 2, aangewezen hiërarchische meerdere van de militair gedurende de eerste zes maanden van diens beziging vaststelt dat hij geen voldoening schenkt of niet zal kunnen voldoen aan de behoeften van de dienst, vermeldt hij de redenen daarvan en zijn opmerkingen in een met redenen omkleed verslag.

Dit verslag wordt medegedeeld aan de belanghebbende die er zijn verweer mag aan toevoegen.

Het verslag met, in voorkomend geval, de opmerkingen van de belanghebbende, wordt naar gelang van het geval toegezonden aan de minister of aan de hoogste overheid van de werkgever.

Op grond van de in het tweede lid bedoelde stukken kan die overheid een einde maken aan de beziging van de betrokken militair.

In dat geval wordt belanghebbende weer opgenomen in de kaders van de krijgsmacht.

Indien de militair in de loop van de zes eerste maanden van de beziging vaststelt dat hij niet zal kunnen voldoen aan de behoeften en de taken van de dienst, zal hij aan zijn beziging zelf een einde kunnen maken mits opzegging van zestig dagen.

In dat geval wordt de militair opnieuw opgenomen in de kaders van de krijgsmacht.

HOOFDSTUK III

Administratief statuut van de betrokken militairen

Art. 8

Behalve in de gevallen van ambtsontheffing bedoeld in de artikelen 11 en 13, is de gebezigde militair in werkelijke dienst. Hij bevindt zich in de deelstand « normale dienst ».

Hij oefent het ambt uit buiten de krijgsmacht en krachtens dienstorders uitgaande van de werkgever die hem bezigt.

Art. 9

Les militaires utilisés ne participent plus à l'avancement, sauf si celui-ci a lieu par ancienneté de service. Les intéressés ne peuvent plus être examinés par des comités d'avancement et ne peuvent plus participer à des examens ou concours d'avancement.

Art. 10

Les militaires utilisés ne sont pas compris :

1^o dans les effectifs maxima en officiers en service actif des forces armées sur pied de paix, fixés par la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées;

2^o dans le nombre maximum de sous-officiers par groupe d'emplois fixé par le Roi en exécution de l'article 3 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

3^o dans le nombre maximum de militaires pouvant faire partie des cadres, fixé annuellement par la loi fixant le contingent de l'armée.

Ils ne peuvent plus réexercer leur emploi au sein des forces armées, sauf en cas :

1^o de rappels d'urgence en temps de paix, prescrits si les circonstances l'exigent et dont le gouvernement informe aussitôt les Chambres;

2^o de rappels en cas de mobilisation.

Art. 11

Les militaires utilisés peuvent obtenir, à leur demande, du Ministre de la Défense nationale soit le retrait temporaire de leur emploi pour convenances personnelles, soit le retrait temporaire de leur emploi pour raisons familiales à condition qu'ils satisfassent aux conditions d'octroi définies par leur statut de militaire et qu'ils aient obtenu l'accord de l'employeur qui les utilise.

Art. 12

Au terme d'une absence pour motif de santé, le militaire utilisé peut obtenir l'autorisation de travailler à mi-temps, pour motif de santé. A cet effet, il doit obtenir l'accord de l'employeur qui l'utilise ainsi que d'un médecin qui contrôle les absences pour motif de santé pour le compte de cet employeur.

Art. 9

De gebezigde militairen komen niet meer in aanmerking voor bevordering behalve als die volgens dienstancienniteit geschiedt. De belanghebbenden kunnen niet meer voor bevordering worden voorgedragen in bevorderingscomités en niet meer deelnemen aan examens of vergelijkende examens voor bevordering.

Art. 10

De gebezigde militairen zijn niet begrepen :

1^o in de maximumgetalsterkte aan officieren in werkelijke dienst van de krijgsmacht op vredesvoet, bepaald bij de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht;

2^o in het maximum aantal onderofficieren voor elke ambtengroep door de Koning bepaald ter uitvoering van artikel 3 van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst;

3^o in het maximum aantal militairen die tot de kaders kunnen behoren, jaarlijks vastgelegd bij de wet tot vaststelling van de legersterkte.

Zij mogen hun ambt niet meer uitoefenen binnen de krijgsmacht, behalve :

1^o bij de door de omstandigheden vereiste spoedwederoproepingen in vredes tijd, welke de regering onmiddellijk ter kennis van de Kamers moet brengen;

2^o bij mobilisatiewederoproepingen.

Art. 11

De gebezigde militairen kunnen van de Minister van Landsverdediging op hun verzoek hetzij een tijdelijke ambtsontheffing wegens persoonlijke aangelegenheden, hetzij een tijdelijke ambtsontheffing om gezinsredenen krijgen op voorwaarde dat zij voldoen aan de toekenningsvoorwaarden bepaald in hun statuut van militair en de instemming verkregen hebben van de werkgever die hen bezigt.

Art. 12

Na een afwezigheid om gezondheidsredenen kan de gebezigde militair de toestemming verkrijgen om, wegens gezondheidsredenen, halve dagen te werken. Hiervoor moet hij de instemming verkrijgen van de werkgever die hem bezigt en van een geneesheer die, voor de rekening van die werkgever, de afwezigheden om gezondheidsredenen controleert.

Sauf en ce qui concerne les compétences du chef de corps et du médecin d'unité qui sont transmises respectivement à l'autorité hiérarchique désignée conformément à l'article 13, § 2 et au service de médecine du travail ou au médecin du travail qui assiste l'employeur, la procédure devant la commission militaire d'aptitude et de réforme ou la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel reste applicable au militaire utilisé.

Art. 13

§ 1^{er}. Le chef hiérarchique d'un militaire utilisé qui occupe chez l'employeur de l'intéressé un rang qui est au moins équivalent à celui de chef de corps, est compétent pour introduire une proposition qui introduit la procédure qui, par application du statut du militaire concerné et sur la décision de l'autorité qui, selon ce statut, est compétente à cet effet, peut mener à :

1^o la mise en non-activité par mesure disciplinaire du militaire concerné;

2^o la suspension par mesure d'ordre;

3^o la mise à la pension d'office pour incapacité professionnelle ou pour motifs disciplinaires;

4^o la démission d'office.

Lors de l'application des procédures visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 3^o et 4^o, l'avis d'une chambre de recours, d'un conseil de discipline ou d'un organe similaire, si celui-ci existe, doit être demandé conformément aux règles applicables au personnel de l'employeur.

§ 2. L'autorité qui, chez l'employeur du militaire concerné, est investie d'un rang équivalent à celui de chef de corps, est expressément désignée dans l'accord visé à l'article 5, § 5.

Art. 14

§ 1^{er}. Les militaires utilisés doivent respecter les conditions de travail imposées chez l'employeur qui les utilise, et notamment les devoirs, les incompatibilités, les horaires de travail, le régime des congés de vacances et des congés officiels, ainsi que les règles qui imposent une obligation de résidence ou instaurent un contrôle médical en cas d'absence pour motifs de santé. Chez l'employeur qui les utilise, ils ne peuvent faire partie d'aucun organe institutionnel chargé, à quelque titre que ce soit, de la gestion du personnel. A défaut d'autorisation spéciale de l'employeur, ils ne peuvent le représenter dans des commissions ou conseils.

Behalve wat betreft de bevoegdheden van de korpscommandant en van de eenheidsgeneesheer die respectievelijk overgedragen worden aan de hiërarchische overheid aangewezen overeenkomstig artikel 13, § 2 en aan de arbeidsgeneeskundige dienst of geneesheer die de werkgever bijstaat, blijft de procedure voor de militaire commissie voor geschiktheid en reform of voor de militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform van toepassing op de gebezigde militair.

Art. 13

§ 1. De hiërarchische meerdere van een gebezigde militair die bij de werkgever van belanghebbende een rang bekleedt die tenminste gelijkwaardig is aan die van korpscommandant, is bevoegd om een voorstel in te dienen dat de procedure inleidt die, met toepassing van het statuut van de betrokken militair en bij beslissing van de volgens dit statuut daartoe bevoegde overheid, kan leiden tot :

1^o de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel van de betrokken militair;

2^o de schorsing bij ordemaatregel;

3^o de pensionering van ambtswege wegens beroepsongeschiktheid of om tuchtrekenen;

4^o het ontslag van ambtswege.

Bij toepassing van de procedures bedoeld in het eerste lid, 1^o, 3^o en 4^o dient, overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op het personeel van de werkgever, het advies te worden ingewonnen van een raad van beroep, een tuchtraad of van een soortgelijk orgaan als er een bestaat.

§ 2. De overheid die bij de werkgever van betrokken militair bekleedt is met een rang die gelijkwaardig is met die van korpscommandant, wordt uitdrukkelijk aangewezen in het akkoord bedoeld in artikel 5, § 5.

Art. 14

§ 1. De gebezigde militairen moeten de werkvoorwaarden nakomen die opgelegd zijn bij de werkgever die hen bezigt en inzonderheid de plichten, de onverenigbaarheden, de diensturen, de vakantieregeling en de regeling inzake officiële verlofdagen, alsmede de regelen die een verplichting inzake woonplaats voorschrijven of een medische controle instellen in geval van afwezigheid om gezondheidsredenen. Bij de werkgever die hen bezigt mogen zij geen deel uitmaken van enig institutioneel orgaan dat, uit welke hoofde ook, met het beheer van het personeel is belast. Bij ontstentenis van een bijzondere machtiging vanwege de werkgever mogen zij hem niet vertegenwoordigen in commissies of raden.

§ 2. Les militaires utilisés conservent leur droit au congé de fin de carrière. Durant cette période, leur rémunération est intégralement à charge du département de la Défense nationale.

§ 3. Le militaire utilisé qui, sans motif valable, néglige ou refuse d'assumer la fonction qui lui est assignée, est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire.

Art. 15

Pendant leur utilisation, les militaires sont soumis aux règles relatives à l'appréciation de leurs titres et mérites, et notamment aux règles concernant le signalement ou l'évaluation qui sont applicables aux membres du personnel de l'employeur.

Pour l'octroi de distinctions honorifiques, ils restent soumis aux règles d'appréciation et d'octroi qui sont applicables dans les forces armées.

Art. 16

Sauf lorsqu'il en est disposé autrement dans la présente loi, toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au statut des officiers de carrière, des sous-officiers de carrière ou des volontaires de carrière restent applicables aux militaires utilisés, selon la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent.

CHAPITRE IV

Régime disciplinaire qui est applicable aux militaires concernés

Art. 17

Les militaires utilisés sont soumis au pouvoir hiérarchique, tel qu'il s'exerce réglementairement chez leur employeur à l'égard des autres titulaires des fonctions qu'ils assument.

Art. 18

Les militaires utilisés par un employeur peuvent, conformément à la réglementation en vigueur chez l'employeur, s'y voir appliquer un rappel à l'ordre, une réprimande ou un blâme, ou une sanction assimilée qui est d'application chez l'employeur.

Si l'intéressé s'est rendu coupable d'une faute grave justifiant l'application d'une sanction plus sévère,

§ 2. De gebezigde militairen behouden hun recht op einde-loopbaanverlof. Gedurende deze periode valt hun bezoldiging volledig ten laste van het departement van Landsverdediging.

§ 3. De gebezigde militair die zonder geldige reden nalaat of weigert het hem toegewezen ambt uit te oefenen, wordt na een afwezigheid van tien dagen als ontslagnemend beschouwd.

Art. 15

Gedurende hun beziging zijn op de militairen de regels van toepassing betreffende de beoordeling van hun aanspraken en verdiensten, inzonderheid de regels betreffende de beoordeling of de evaluatie die van toepassing zijn op het personeel van de werkgever.

Voor de toekenning van eervolle onderscheidingen blijven zij onderworpen aan de beoordelings- en toekenningsregelen die van toepassing zijn in de krijgsmacht.

Art. 16

Behalve wanneer anders bepaald wordt in deze wet, blijven alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de beroepsofficieren, de beroepsonderofficieren of de beroepsvrijwilligers van toepassing op de gebezigde militairen naar gelang van de personeelscategorie waartoe zij behoren.

HOOFDSTUK IV

Tuchtstelsel dat van toepassing is op de betrokken militairen

Art. 17

De gebezigde militairen staan onder het hiërarchisch gezag, zoals dit bij hun werkgever reglementair uitgeoefend wordt ten aanzien van de andere bekleeders van de functies welke zij waarnemen.

Art. 18

Tegen de militairen die bij een werkgever gebezigd worden kan, overeenkomstig de bij de werkgever geldende regeling, aldaar een terechtwijziging, een berisping of een blaam, of een daarmee gelijkgestelde tuchtmaatregel die van toepassing is bij de werkgever, worden uitgesproken.

Indien belanghebbende zich schuldig gemaakt heeft aan een ernstig vergrijp dat het opleggen van een

l'autorité hiérarchique désignée conformément à l'article 13, § 2 introduit une proposition menant à une des procédures visées à l'article 13, § 1^{er}.

Art. 19

Sauf lorsqu'ils sont rappelés conformément à l'article 10 ou pour l'application des procédures en vue de l'exécution des mesures visées aux articles 12 et 13, les articles 5 à 8, 10*bis* à 12, 14*bis*, 15, 16 § 3, 18 à 39 et 41 à 43 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées ne sont pas applicables aux militaires pendant leur période d'utilisation.

CHAPITRE V

Code pénal militaire

Art. 20

Sauf lorsqu'ils sont rappelés conformément à l'article 10 ou pour l'application des procédures en vue de l'exécution des mesures visées aux articles 12 et 13, le Code Pénal Militaire n'est pas applicable aux actes posés par les militaires pendant leur période d'utilisation.

CHAPITRE VI

Statut social des militaires en utilisation

Art. 21

Sans préjudices des dispositions de la présente loi, les dispositions relatives à la sécurité sociale des militaires du cadre actif sont applicables aux militaires utilisés.

Pour l'établissement de leur pension, ils sont réputés avoir été rémunérés par les forces armées et y avoir presté leurs services.

Art. 22

Un article 5*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix :

« Article 5*bis*. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux faits dommageables

zwaardere maatregel wettigt, dient de hiërarchische overheid, aangewezen overeenkomstig artikel 13, § 2, een voorstel in tot inleiding van een der procedures bedoeld in artikel 13, § 1.

Art. 19

Behalve wanneer zij wederopgeroepen zijn overeenkomstig artikel 10 of voor de toepassing van de procedures met het oog op de maatregelen bedoeld in de artikelen 12 en 13 zijn de artikelen 5 tot 8, 10*bis* tot 12, 14*bis*, 15, 16 § 3, 18 tot 39 en 41 tot 43 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, niet van toepassing op de militairen gedurende hun bezigingsperiode.

HOOFDSTUK V

Militair Strafwetboek

Art. 20

Behalve wanneer zij wederopgeroepen zijn overeenkomstig artikel 10 of voor de toepassing van de procedures met het oog op de maatregelen bedoeld in de artikelen 12 en 13 is het Militair Strafwetboek niet van toepassing op daden die door de gebezigde militairen tijdens hun bezigingsperiode werden gepleegd.

HOOFDSTUK VI

Sociaal statuut van de gebezigde militairen

Art. 21

Onverminderd de bepalingen van deze wet, zijn de bepalingen betreffende de sociale zekerheid van de militairen van het actief kader van toepassing op de gebezigde militairen.

Voor de vaststelling van hun pensioen worden zij geacht bezoldigd te zijn geweest door de krijgsmacht en er hun diensten te hebben verricht.

Art. 22

In de wet van 9 maart 1953 houdende sommige aanpassingen in zake militaire pensioenen en verlening van kosteloze genees- en artseneijkundige verzorging voor de militaire invaliden van vreedstijd wordt een artikel 5*bis* ingevoegd, luidende :

« Artikel 5*bis*. — De bepalingen van deze wet zijn niet van toepassing op de schadelijke feiten die zich

survenus pendant leur utilisation à des militaires visés à l'article 5, § 5, de la loi du ... relative à l'utilisation de militaires en dehors des forces armées. »

Art. 23

L'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, remplacé par la loi du 31 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les militaires et les personnes assimilées aux militaires restent régis par les lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948. Toutefois, pour les accidents survenus sur le chemin du travail et les maladies professionnelles dont ils sont victimes pendant la période de leur utilisation, les militaires visés à l'article 5, § 5, de la loi du ... relative à l'utilisation de militaires en dehors des forces armées sont, pour l'application de la présente loi, assimilés à des membres du personnel définitif de l'administration, de l'organisme ou du service auprès duquel ils sont utilisés. »

CHAPITRE VII

Statut pécuniaire des militaires en utilisation

Art. 24

Les militaires utilisés conservent le droit à la rétribution. Par rétribution au sens de la présente loi, il faut entendre :

1^o le traitement, en ce inclus les augmentations intercalaires, les augmentations dues aux fluctuations de l'index des prix à la consommation et les bonifications de traitement et les révisions des échelles de traitement;

2^o l'allocation de foyer ou de résidence;

3^o l'allocation de sélectionné;

4^o le pécule de vacances;

5^o l'allocation de fin d'année.

Cette rétribution est liquidée et payée par le département de la Défense nationale.

A cet effet, il y a un échange mutuel de toutes données utiles entre l'employeur et les services compétents du département de la Défense nationale.

hebben voorgedaan tijdens de beziging van bij artikel 5, § 5, van de wet van ... betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht bedoelde militairen. »

Art. 23

Artikel 1, tweede lid, van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, vervangen bij de wet van 31 juli 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In afwijking van het eerste lid blijven voor de militairen en daarmee gelijkgestelden de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen gelden. Voor de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar en van het werk en de beroepsziekten waarvan zij het slachtoffer zijn tijdens de periode van hun beziging, worden de bij artikel 5, § 5, van de wet van ... betreffende de beziging van militairen buiten de krijgsmacht bedoelde militairen, voor de toepassing van deze wet, evenwel gelijkgesteld met de leden van het vast personeel van het bestuur, de instelling of de dienst waarbij zij gebezigd worden. »

HOOFDSTUK VII

Bezoldigingsstatuut van de gebezigde militairen

Art. 24

De gebezigde militairen behouden het recht op bezoldiging. Onder bezoldiging in de zin van deze wet wordt verstaan :

1^o de wedde, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen, de verhogingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen en de weddeverhogingen en de herzieningen van de weddeschalen;

2^o de haard- of standplaatstoelage;

3^o de toelage voor geselecteerde;

4^o het vakantiegeld;

5^o de eindejaarstoelage.

Deze bezoldiging wordt vereffend en uitbetaald door het departement van Landsverdediging.

Te dien einde is er een wederzijdse uitwisseling van alle nuttige gegevens tussen de werkgever en de bevoegde diensten van het departement van Landsverdediging.

Art. 25

Le Roi définit dans quelle mesure les militaires utilisés conservent le droit à des allocations ou indemnités qui découlent de leur statut de militaire. Celles-ci sont intégralement à charge du département de la Défense nationale.

Ils bénéficient des mêmes allocations et indemnités de la part de l'employeur que celles qui sont octroyées aux autres membres du personnel de l'employeur et qui sont liées à la fonction occupée ou aux conditions de travail.

Les allocations et indemnités visées au deuxième alinéa sont intégralement à charge de l'employeur et sont payées par lui.

CHAPITRE VIII

Dispositions finales

Art. 26

Le département de la Défense nationale prend à sa charge 50 p.c. du montant des charges salariales pour un militaire utilisé.

Ces charges comprennent la rétribution visée à l'article 24, alinéa 1^{er}, ainsi que les cotisations patronales et les allocations familiales dont l'intéressé est attributaire.

Sans préjudice de la disposition du premier alinéa, le département de la Défense nationale prend à sa charge le montant total de la rétribution visée à l'article 24, alinéa 1^{er}, pendant la période de congé de fin de carrière du militaire utilisé.

La partie des charges salariales visée au présent article qui n'est pas à charge du département de la Défense nationale est portée trimestriellement en compte à l'employeur du militaire utilisé.

Celui-ci rembourse le département dans les quarante-cinq jours après la réception de la facture. Les modalités d'application de la procédure de remboursement sont fixées dans le modèle-type d'accord visé à l'article 5, § 5.

Si l'employeur du militaire utilisé est une organisation syndicale, le Roi peut, en cas de non-respect de la procédure de remboursement ou des obligations de l'employeur définies dans le modèle-type d'accord, retirer l'agrément de l'organisation syndicale visée.

Art. 25

De Koning bepaalt in hoeverre de gebezigde militairen het recht behouden op toelagen of vergoedingen die voortvloeien uit hun statuut van militair. Deze zijn integraal ten laste van het departement van Landsverdediging.

Zij genieten dezelfde toelagen en vergoedingen vanwege de werkgever als die welke toegekend worden aan de andere personeelsleden van de werkgever en die gekoppeld zijn aan de vervulde functie of aan de arbeidsomstandigheden.

De toelagen en vergoedingen bedoeld in het tweede lid vallen integraal ten laste van de werkgever en worden door hem uitbetaald.

HOOFDSTUK VIII

Slotbepalingen

Art. 26

Het departement van Landsverdediging neemt voor eigen rekening 50 pct. van het bedrag van de loonkosten voor een gebezigde militair.

Deze kosten omvatten de bezoldiging bedoeld in artikel 24, eerste lid, alsmede de erbij horende werkgeversbijdragen en de kinderbijslagen waarvoor belanghebbende rechthebbende is.

Onverminderd de bepaling van het eerste lid neemt het departement van Landsverdediging het volledige bedrag van de bezoldiging bedoeld in artikel 24, eerste lid, voor eigen rekening tijdens de periode van einde-loopbaanverlof van de gebezigde militair.

Het gedeelte van de loonkosten bedoeld in dit artikel dat niet ten laste valt van het departement van Landsverdediging wordt trimestrieel door dit departement aangerekend aan de werkgever van de gebezigde militair.

Deze betaalt het departement terug binnen vijftienveertig dagen na ontvangst van de factuur. De regels voor de toepassing van de terugbetalingsprocedure worden vastgelegd in het type-model van akkoord bedoeld in artikel 5, § 5.

Indien de werkgever van de gebezigde militair een vakorganisatie is, kan bij niet-naleving van de terugbetalingsprocedure of van de verplichtingen van de werkgever zoals bepaald in het type-model van akkoord, de Koning de erkenning van bedoelde vakorganisatie intrekken.

Art. 27

Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal n^o 26 du 29 juin 1967 relatif à la mobilité des membres des forces armées;

2^o l'arrêté royal du 13 novembre 1967 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics et des membres des forces armées, modifié par les arrêtés royaux du 3 octobre 1972, 1^{er} août 1975 et 22 octobre 1982;

3^o l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant les modalités de la mobilité d'office des membres des forces armées dans les ministères ou dans les organismes d'intérêt public, soumis ou non à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

4^o l'arrêté royal du 11 juin 1968 déterminant l'importance relative des grades pour l'application de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics et des membres des forces armées, modifié par les arrêtés royaux du 22 février 1971 et du 22 mars 1977;

5^o l'arrêté royal du 11 mai 1971 relatif à l'ancienneté de service de certains membres des forces armées transférés dans une administration civile de l'Etat;

6^o l'arrêté royal du 8 avril 1974 relatif à l'octroi de certaines allocations et indemnités aux membres des forces armées utilisés dans un ministère ou dans certains organismes d'intérêt public.

Toutefois, ces abrogations sont sans effet sur les membres des forces armées utilisés dans certains services publics à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, qui conservent le bénéfice de ces dispositions légales et réglementaires.

Art. 28

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. Les articles 3 à 5 cessent de produire leurs effets à la date fixée par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, en fonction des besoins d'encadrement des forces armées.

Art. 27

Opgeheven worden :

1^o het koninklijk besluit nr. 26 van 29 juni 1967 betreffende de mobiliteit der leden van de krijgsmacht;

2^o het koninklijk besluit van 13 november 1967 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten en van de leden van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 oktober 1972, 1 augustus 1975 en 22 oktober 1982;

3^o het koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de regels voor de mobiliteit van ambtswege van de leden van de krijgsmacht in de ministeries of in de instellingen van openbaar nut al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

4^o het koninklijk besluit van 11 juni 1968 tot vaststelling van de betrekkelijke waarde van de graden voor de toepassing van het koninklijk besluit van 13 november 1967 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten en van de leden van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 februari 1971 en 22 maart 1977;

5^o het koninklijk besluit van 11 mei 1971 betreffende de dienstanciënniteit van sommige leden van de krijgsmacht die naar een burgerlijk bestuur van de Staat werden overgeplaatst;

6^o het koninklijk besluit van 8 april 1974 betreffende de toekenning van sommige toelagen en vergoedingen aan de leden van de krijgsmacht die in een ministerie of in sommige instellingen van openbaar nut worden gebezigd.

Deze opheffingen hebben niettemin geen uitwerking op de leden van de krijgsmacht die in sommige openbare diensten gebezigd worden op de datum van inwerkingtreding van deze wet. Zij blijven de voordelen van deze wets- en verordeningbepalingen genieten.

Art. 28

De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt. De artikelen 3 tot 5 hebben geen uitwerking meer op de datum vastgesteld door een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, rekening houdend met de kaderbehoeften van de krijgsmacht.

ANNEXE		BIJLAGE	
Statut social		Sociaal statuut	
Branches de la sécurité sociale (en général) Takken van de sociale zekerheid (algemeen)	Fonctionnaires — Ambtenaren	Militaires — Militairen	Militaires utilisés — Militairen in beziging
Soins de santé. — <i>Geneeskundige verzorging</i>	Soumis au régime de l'assurance obligatoire (si résidence administrative en Belgique). — <i>Onderworpen aan de verplichte verzekering (indien administratieve standplaats in België)</i>	→ Idem	→ Idem
Invalidité. — <i>Invaliditeit</i>	Pas soumis (cf. statut). — <i>Niet onderworpen (cf. statuut)</i> - dispositions spécifiques en cas de départ obligatoire. — <i>specifieke bepalingen bij gedwongen ontslag</i>	→ Idem	→ Idem
Maternité. — <i>Moederschap</i>	Pas soumis (cf. statut). — <i>Niet onderworpen (cf. statuut)</i>	→ Idem	→ Idem
Chômage. — <i>Werkloosheid</i>	Pas soumis. — <i>Niet onderworpen</i> - dispositions spécifiques en cas de départ obligatoire. — <i>specifieke bepalingen bij gedwongen ontslag</i>	→ Idem	→ Idem
Pécule de vacances. — <i>Vakantiegeld</i>	Cf. Statut pécuniaire. — <i>Cf. bezoldigingsstatuut</i>	→ Idem	→ Idem
Pension de retraite. — <i>Rustpensioen</i>	Statut spécifique. — <i>Specifiek statuut</i>	Statut spécifique (lois coordonnées sur les pensions militaires). — <i>Specifiek statuut (samengeordende wetten op de militaire pensioenen)</i>	→ Idem
Pensions de survie. — <i>Overlevingspensioen</i>	Loi du 15 mai 1985 (loi Mainil). — <i>Wet van 15 mei 1984 (wet-Mainil)</i>	→ Idem	→ Idem
Accidents du travail et maladies professionnelles. — <i>Arbeidsongevallen en beroepsziekten</i>	Loi du 3 juillet 1967 pour les accidents du travail dans le secteur public. — <i>Wet van 3 juli 1967 op de arbeidsongevallen in de overheidssector.</i>	Lois coordonnées sur les pensions de réparation. — <i>Samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen.</i>	En fonction du moment où les faits se sont produits. — <i>Naargelang van het ogenblik waarop de feiten zich voordeden:</i> - Faits avant l'utilisation: pension de réparation (cf. militaires. — <i>Feiten vóór beziging: vergoedingspensioen (cf. militairen).</i> - Faits pendant l'utilisation: loi sur les accidents du travail dans le secteur public (cf. fonctionnaires). — <i>Feiten tijdens de beziging: wet op de arbeidsongevallen in de overheidssector (cf. ambtenaren).</i>
Allocations familiales. — <i>Kinderbijslag</i>	Lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. — <i>Gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslagen voor de loonarbeiders</i>	→ Idem	→ Idem